

Le sens des cartes

LES ESSAIS

Jean Jaurès  Fondation

Le sens des cartes

Analyse sur la géographie
des votes à la
présidentielle

Jérôme Fourquet

Le sens des cartes

Analyse sur la géographie
des votes à la présidentielle

Jérôme Fourquet

AVERTISSEMENT

La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

SOMMAIRE

Introduction	7
Permanences et mutations des géographies	
du vote Sarkozy et socialiste entre 2007-2012	11
Une érosion plus ou moins profonde de l'électorat Sarkozy	11
Les différents foyers de la dynamique Hollande	19
Le vote Bayrou, une décrue généralisée ayant profité aux deux finalistes	26
Un vote Front de gauche qui se déploie en partant des zones historiques d'implantation du Parti communiste	31
La géographie du vote Mélenchon	31
Une comparaison avec le vote communiste en 1995	37
La dynamique Marine Le Pen	43
Le grand péri-urbain : terre d'élection du vote frontiste	44
La cartographie révèle une poussée non uniforme du vote Marine Le Pen par rapport au vote Jean-Marie Le Pen au second tour de 2002	59
Second tour	81
François Hollande l'emporte assez largement dans les grandes villes mais est devancé dans le péri-urbain	82
Une géographie du clivage gauche/droite qui a beaucoup évolué depuis 1981	87
Un clivage de plus en plus marqué entre régions « ouvertes » et régions « fermées »	93

*Aux générations
de paysans de Ballon et d'Eus
qui m'ont précédé.*

INTRODUCTION

Après trois défaites successives, la gauche a remporté l'élection présidentielle. Beaucoup a déjà été écrit et dit sur cet événement politique majeur tant sur sa signification (s'agit-il d'un vote de rejet ou d'un vote d'adhésion ?) que sur les modalités de cette victoire de la gauche et de cet échec de Nicolas Sarkozy (impopularité du président sortant, poids de la crise, fortes attentes en matière économique et sociale). Les sondages réalisés lors des premier et second tours nous ont renseignés sur les motivations et la composition des électorats. Mais les faits politiques marquants de cette élection que sont, bien entendu, la victoire de la gauche, mais aussi la poussée du Front national et l'émergence du Front de gauche méritent également d'être éclairés au travers du prisme de la géographie électorale,

Jérôme Fourquet est directeur du département Opinion et Stratégies d'entreprise de l'Ifop. Il a déjà publié à la Fondation Jean-Jaurès sur ce sujet :

- *Géographie électorale des primaires socialistes*, décembre 2011 (Note) ;
- *Le point de rupture*, avec Alain Mergier, septembre 2011 (Essai) ;
- *Les ouvriers français*, décembre 2009 (Note) ;
- *Front national : dans le Nord, la flamme n'est pas éteinte*, juillet 2009 (Note) ;
- *Géopopularité de Nicolas Sarkozy*, février 2009 (Note).

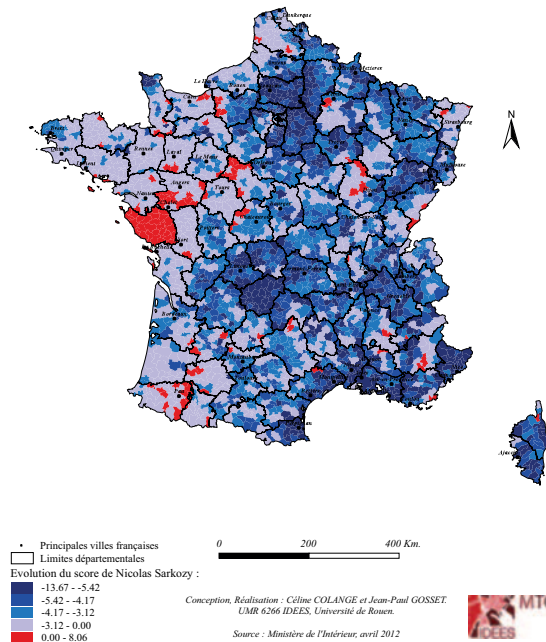
dans la mesure où la dimension spatiale du vote est, selon nous, de plus en plus importante. Au lendemain de ce scrutin, quel est le nouvel état du rapport de force gauche/droite et dans quelles régions la poussée de la gauche a-t-elle été la plus significative ? Quels sont à l'inverse les territoires qui sont restés fidèles à la droite ? Comment s'est structurée la géographie du vote Front de gauche et quelles sont les raisons du renforcement du vote frontiste dans la France péri-urbaine ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles nous avons essayé de répondre dans cet essai.

Pour ce faire, nous nous sommes notamment appuyés sur les cartes réalisées par Céline Colange et Jean-Paul Gosset, membres du Laboratoire MTG Idées de l'Université de Rouen. Effectuées à l'échelle cantonale sur la base des données du ministère de l'Intérieur, elles permettent une analyse fine des dynamiques territoriales qui ont conduit à façonner les résultats obtenus aux premier et second tours de l'élection présidentielle. Nous avons également travaillé à partir des résultats des votes pour les

différents candidats en fonction de la distance aux grandes agglomérations. Les calculs sur ce critère tout à fait déterminant ont été réalisés par Thomas Duhard, directeur de production au sein du département « Opinion et stratégies d'entreprise » de l'Ifop.

CARTE 1

Présidentielles 2012 – Premier tour
Evolution du vote pour Nicolas Sarkozy entre 2007 et 2012
 (en pourcentage des suffrages exprimés)



PERMANENCES ET MUTATIONS DES GÉOGRAPHIES DU VOTE SARKOZY ET SOCIALISTE ENTRE 2007-2012

Une érosion plus ou moins profonde de l'électorat Sarkozy

A la lecture de la carte 1, on constate que le mouvement de baisse enregistré au niveau national par Nicolas Sarkozy (-4 points par rapport au premier tour de 2007) se vérifie sur quasiment l'ensemble du territoire mais de manière non uniforme. Des reculs particulièrement importants (entre -5 et -13 points par rapport à 2007) ont eu lieu sur les cinq grandes zones suivantes : le littoral méditerranéen et la Corse, Rhône-Alpes, le Massif central, l'Est intérieur et le Bassin parisien élargi à la Picardie, Champagne-Ardenne et à la Beauce.

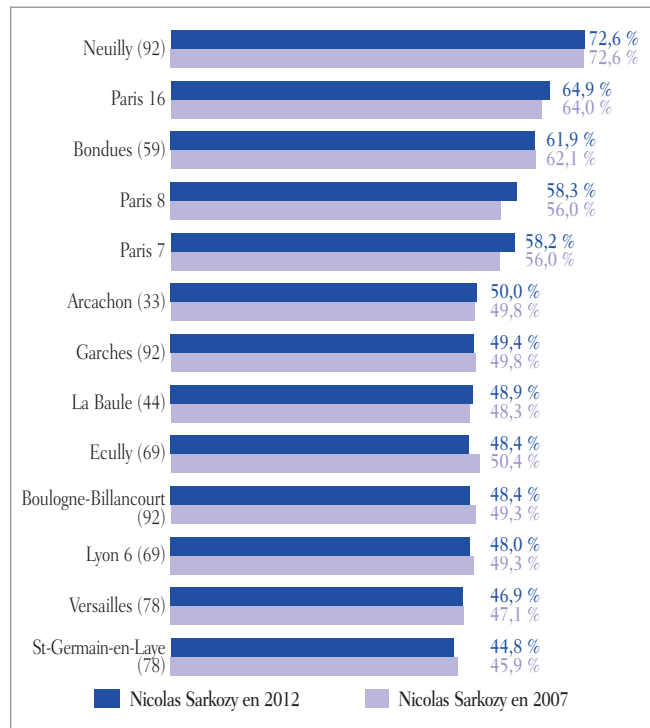
Le recul a été en revanche plus limité (baisse de trois points maximum) sur toute la façade ouest du pays, à Paris et dans l'ouest de l'agglomération parisienne ainsi que dans le nord de l'Alsace. D'autres territoires se caractérisent

également par une stabilité ou une très légère érosion mais ils n'apparaissent pas sur la carte, dans la mesure où il s'agit de communes très aisées mais isolées. Qu'ils soient situés en province ou en région parisienne, les lieux de résidence et de villégiature de la bourgeoisie sont demeurés fidèles à l'ancien maire de Neuilly et ont de nouveau très massivement voté pour lui dès le premier tour.

Cet effet de loupe, obtenu en se focalisant sur des communes assez importantes et caractérisées par des revenus élevés¹, permet de mettre en lumière la puissante mobilisation en faveur du candidat Sarkozy de la part de l'électorat de droite le plus aisé, qui lui est finalement resté fidèle en dépit de certains pronostics sur le fossé qui se serait creusé entre eux au cours du quinquennat. La pratique du pouvoir et le style présidentiel ont suscité incompréhension ou désapprobation dans une partie de ces milieux qui ont néanmoins soutenu sans trop d'hésitation le candidat de leur camp le jour de l'élection.

1. Ce phénomène s'observe également à une échelle plus fine dans chaque grande ville si l'on descend à l'échelle du quartier ou du bureau de vote.

Une bonne résistance de Nicolas Sarkozy dans les communes aisées



Par ailleurs, dans ce contexte national de baisse quasi-généralisée, certains territoires (en rouge sur la carte 1) se distinguent par une progression du candidat de l'UMP par rapport à 2007. C'est le cas en Vendée et dans le Choletais, où Philippe de Villiers avait obtenu ses meilleurs résultats lors de la dernière élection présidentielle. L'analyse au niveau cantonal sur le département de la Vendée confirme cette hypothèse d'un transfert d'une part de l'électorat villiériste de 2007 vers Nicolas Sarkozy cette année, ce dernier progressant nettement plus dans les cantons du bocage (fief du leader du Mouvement pour la France) que dans ceux du sud de la Vendée.

On constate également une progression de Nicolas Sarkozy dans des territoires restreints et isolés qui sont des fiefs d'élus du Nouveau Centre, qui avaient fait campagne pour François Bayrou en 2007 et qui ont ensuite rallié Nicolas Sarkozy. On pourra citer l'exemple du Vendômois, où est élu Maurice Leroy, mais aussi des terres d'élection d'Hervé Morin dans l'Eure ou de François Sauvadet en Côte-d'Or. Dans la même logique, on constate que Nicolas Sarkozy

**La progression de Nicolas Sarkozy entre 2007 et 2012
dans différents cantons vendéens**

Cantons	Résultat P. de Villiers 2007	Progression N. Sarkozy 2007/2012
Bocage vendéen		
St-Fulgent	16,1	+8,1
La Châtaigneraie	13,5	+7
Pouzauges	14,9	+6,1
Les Herbiers	12,6	+6
Les Essarts	12,8	+5
Sud-Vendée		
Luçon	10	+1,7
St-Hilaire-des-Loges	9,7	+1,6
Chaillé-les-Marais	10,1	+1,2
Fontenay-le-Comte	7,8	+0,3

progresses dans certains cantons béarnais, où François Bayrou avait obtenu de très bons résultats en 2007.

Cette cartographie de l'évolution du score du candidat UMP est en effet la résultante de divers mouvements électoraux dont les effets se sont combinés ou contrebalancés

selon les territoires. Les deux principaux flux qui se sont produits sont les suivants : le basculement de 11 % des électeurs sarkozystes de 2007 vers Marine Le Pen² et, inversement, celui de 15 % des électeurs de François Bayrou de 2007 vers le président sortant. A cela s'ajoute, on l'a vu, la captation par Nicolas Sarkozy d'une partie de l'électorat villiériste.

Dans ce contexte, la majeure partie des territoires de plus fort recul du candidat UMP correspond à des zones où Marine Le Pen a fortement progressé³ et où cette érosion n'a pas pu être compensée par l'apport d'électeurs centristes de 2007, François Bayrou n'y ayant pas obtenu de scores élevés à l'époque. C'est le cas du littoral méditerranéen et de la Corse, du sud-est de Rhône-Alpes (Isère, Drôme), de l'Est intérieur, de la Picardie et des marges du Bassin parisien. A l'inverse, bon nombre de zones de force historiques de la démocratie chrétienne, où le vote Bayrou

a connu une sévère hémorragie entre 2007 et 2012, se caractérisent par des pertes limitées pour Nicolas Sarkozy. Dans le Grand Ouest, les Pyrénées-Atlantiques, l'Aveyron mais aussi dans toute une partie des Yvelines et de l'ouest de l'agglomération parisienne, l'érosion plutôt modérée des positions du candidat UMP (car la poussée frontiste y a été plus faible qu'ailleurs) a été en partie compensée par l'appoint d'ex-électeurs Bayrou, nombreux en 2007. Dans d'autres régions comme une partie de la Haute-Savoie ou le nord de l'Alsace, ces derniers ont contribué à limiter les pertes occasionnées par la puissante progression de Marine Le Pen.

2. Sondage Ifop/Fiducial réalisé pour Europe 1, *Paris Match* et Public Sénat le 22 avril 2012 auprès d'un échantillon national représentatif de 3509 personnes inscrites sur les listes électorales.

3. Souvent en voyant revenir vers son parti des électeurs qui avaient voté Nicolas Sarkozy en 2007.

Evolution des scores des candidats de la droite et du centre dans certains cantons alsaciens

Cantons	Evolution du vote Bayrou 2007/2012	Evolution du vote FN 2007/2012	Evolution du vote Sarkozy 2007/2012
Nord de l'Alsace			
Lauterbourg	-12,5	+8,7	+4,4
Bouxwiller	-12,1	+11,5	-1,3
Saverne	-12,1	+9,2	-1,6
La Petite-Pierre	-10,6	+10	+0,2
Sud de l'Alsace			
Neuf-Brisach	-7,9	+12,7	-5,9
Dannemarie	-7,6	+11,9	-5
Masevaux	-6,7	+10,7	-4,9

Enfin, si le vote frontiste n'a pas flambé dans la « grande Chiraquie » (Corrèze, nord du Lot et de la Dordogne, sud de la Creuse et est du Cantal), le recul important des scores de Nicolas Sarkozy s'explique localement cette fois par la forte progression qu'a enregistrée François Hollande dans son fief par rapport au niveau atteint par Ségolène Royal en 2007. Le candidat socialiste, comme Jacques Chirac en son temps, est en effet parvenu dans

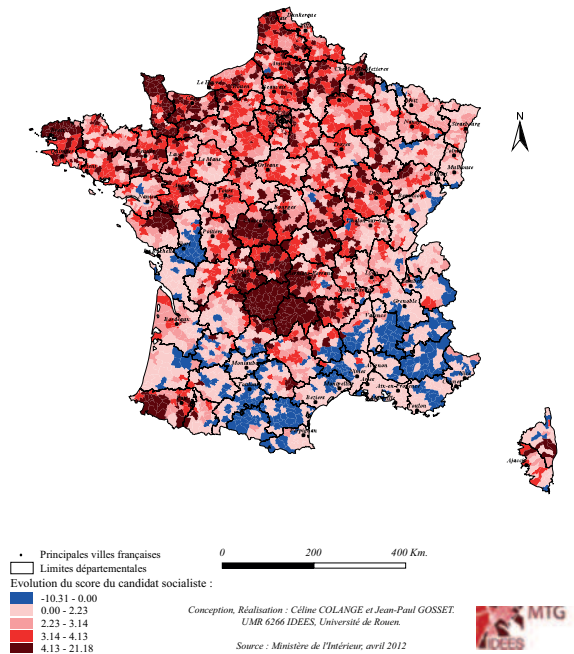
ces territoires à capter un électorat allant au-delà de son camp politique traditionnel.

Les différents foyers de la dynamique Hollande

Cette Corrèze élargie apparaît de ce fait très clairement sur la carte 2 comme le principal foyer de progression du candidat socialiste par rapport à Ségolène Royal. Il atteint ainsi 43 %, soit une hausse de treize points par rapport en 2007, en Corrèze. Il est intéressant de constater que les progressions les plus fortes sont enregistrées à Tulle (+15,8), dont il a été maire, et dans sa périphérie (Seilhac : +15 points) mais également en Haute-Corrèze (+21,2 dans le canton d'Eygurande, +15,5 dans celui d'Ussel ou bien encore +15 dans celui de Bort-les-Orgues par exemple), fief historique de Jacques Chirac. Tout se passe comme si une partie de la clientèle électorale de l'ancien président de la République avait basculé en faveur de François Hollande, qui a su localement s'approprier une partie de son héritage. Les gains sont également significatifs dans les départements limitrophes : Cantal (31 %, +7 points), Haute-Vienne,

CARTE 2

Présidentielles 2012 – Premier tour
Evolution du vote pour le candidat socialiste
entre 2007 et 2012
 (en pourcentage des suffrages exprimés)



Creuse et Puy-de-Dôme. L'influence de Michel Sapin, soutien actif de la campagne de François Hollande, explique sans doute que cette zone de progression se soit prolongée plus au nord jusqu'à l'Indre et à une partie du Cher.

D'autres territoires ont également été marqués par une poussée significative du vote socialiste. Moins compacts et plus dispersés, ces espaces correspondent à des lieux où le vote en faveur de François Bayrou était important en 2007, une partie significative de ses électeurs ayant basculé (ou rebasculé, car le leader du MoDem avait séduit de nombreux électeurs de centre-gauche en 2007) vers le Parti socialiste (PS).

Ce phénomène concerne surtout des zones situées sur la façade ouest du pays : les Pyrénées-Atlantiques, le Finistère, l'Anjou, les bocages vendéen et normand avec, plus au nord, à l'extrémité du Cotentin, peut-être un « effet Cazeneuve », porte-parole du candidat et maire de Cherbourg, où François Hollande atteint 34,6 % soit une hausse de six points par rapport à 2007.

La progression est également non négligeable en Ile-de-France, en Haute-Normandie mais également en Picardie, dans le Nord-Pas-de-Calais et Champagne-Ardenne avec par exemple 35 % (et +6 points) à Charleville-Mézières, ville symbole où Nicolas Sarkozy avait prononcé son fameux discours sur la valeur travail s'adressant à « cette France qui se lève tôt », et dont une partie, notamment dans ces régions de l'Est intérieur, avait été sensible à cette rhétorique. Si le travail de reconquête de la France industrielle et populaire a donné des résultats dans ces régions, les gains ont été beaucoup plus limités qu'il s'agisse de la Lorraine, de l'Alsace, de la Franche-Comté et de la moitié septentrionale de la région Rhône-Alpes (à l'exception de la métropole lyonnaise). Plus au sud, la situation est plus mauvaise puisque des reculs ont été enregistrés dans toute une série de cantons isérois, drômois, des Alpes du Sud, voire varois. Dans ces territoires (où Arnaud Montebourg avait obtenu de bons scores lors de la primaire socialiste), la baisse du vote socialiste entre 2007 et 2012 s'est accompagnée d'une percée du vote Front de gauche. On retrouve le même phénomène de l'autre côté de la vallée du Rhône

en Ardèche, dans les Cévennes et plus à l'ouest encore dans les Corbières, l'Ariège, la Haute-Garonne, le Tarn-et-Garonne et une partie des Landes. Dans ces régions rurales et/ou de montagnes, très sensibles notamment à la question du maintien des services publics et à forte tradition socialiste et radicale, l'écho significatif rencontré par le discours de Jean-Luc Mélenchon est venu concurrencer celui de François Hollande, comme nous le verrons plus loin.

François Hollande n'a en revanche apparemment pas souffert dans les « cantons nucléaires ». Alors que Nicolas Sarkozy a pilonné à maintes reprises l'accord Verts/PS prévoyant l'arrêt de 24 réacteurs nucléaires et a visité plusieurs centrales en se présentant comme le défenseur le plus acharné de la filière nucléaire devant les organisations syndicales, cette offensive n'a pas porté ses fruits localement. Le candidat de l'UMP est en effet en recul dans quasiment tous les cantons abritant une centrale nucléaire (une installation de ce type employant de nombreux salariés et sous-traitants résidant dans les communes limitrophes, l'échelon cantonal nous semble le niveau d'analyse

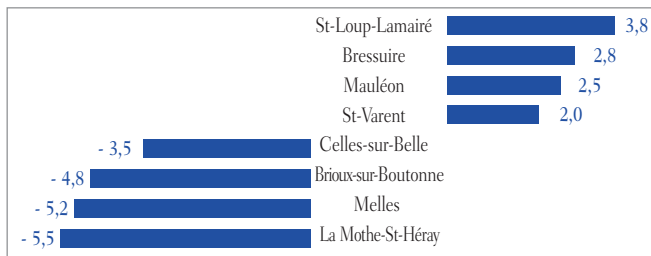
pertinent) quand François Hollande, quant à lui, progresse dans la grande majorité de ces territoires.

**Evolution des scores de Nicolas Sarkozy et de
François Hollande / Ségolène Royal entre 2007 et 2012
dans les cantons où est implantée une centrale nucléaire**

Canton	Centrale	Evolution N. Sarkozy 2007/2012	Evolution S. Royal/ F. Hollande 2007/2012
Les Pieux (50)	Flamanville	-7,5	+7,4
Gravelines (59)	Gravelines	-4,5	+6
Léré (18)	Belleville	-1	+3,9
Lussac-les-Châteaux (86)	Civaux	-4,3	+3,2
Lagnieu (01)	Bugey	-4,6	+2,3
Givet (08)	Chooz	-3,5	+2,2
Chinon (37)	Chinon	-1,1	+2,2
Cattenom (57)	Cattenom	-2,8	+1,8
Roussillon (38)	St-Alban-du-Rhône	-5,4	+1,3
Valence-d'Agén (82)	Golfech	-4,7	+1,2
St-Paul-Trois-Châteaux (26)	Tricastin / Pierrelatte	-2,8	-0,2
Ouzouer-sur-Loire (45)	Dampierre	-2,8	+0,9
St-Ciers-sur-Gironde (33)	Le Blayais	-1,5	+0,7
Ensisheim (68)	Fessenheim	-3,3	+0,5
Ramerupt (10)	Nogent	-4,6	+0,3
Cany-Barville (76)	Paluel	0	-2,5
Moyenne France		-4	+2,7

Pour terminer ce tour de France, notons que le candidat socialiste est également en recul dans toute une partie des Deux-Sèvres, non pas cette fois en raison d'une forte audience du Front de gauche, mais du fait que, dans cette terre d'élection de Ségolène Royal, une part des voix non socialistes qui s'étaient portées sur elle en 2007 ne s'est pas retrouvée cette fois sur François Hollande. Il est d'ailleurs intéressant de constater que le manque à gagner le plus important se concentre dans le sud du département autour du canton de Melles, fief de la présidente du Conseil régional de Poitou-Charentes, alors que son ancien compagnon parvient à améliorer son score dans le nord du département, dans la région de Bressuire notamment.

Evolution du score de François Hollande par rapport à celui de Ségolène Royal dans certains cantons des Deux-Sèvres



Le vote Bayrou, une décrue généralisée ayant profité aux deux finalistes

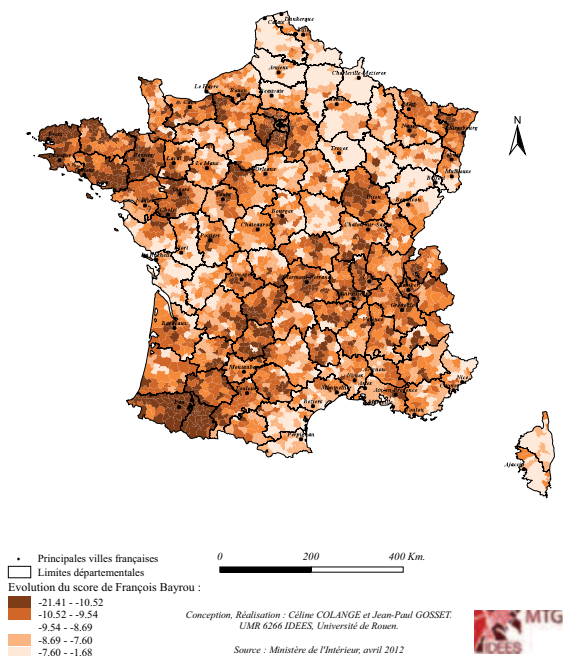
A travers l'analyse des évolutions des votes UMP et PS entre 2007 et 2012, nous avons croisé à plusieurs reprises en filigrane un autre fait politique majeur de cette élection : la forte hémorragie du vote Bayrou, qui a vu son score passer de 18,6 % en 2007 à 9,1 % cette année. L'ampleur du reflux est telle que tout le pays a été concerné. Assez mécaniquement, ce sont dans les zones qui avaient le plus voté pour François Bayrou que l'on enregistre les plus

fortes pertes. Aucun territoire n'a été épargné (ce qui veut dire que toutes les composantes de l'électorat Bayrou ont été touchées par ces mouvements centrifuges) et la carte de l'évolution du vote MoDem entre 2007 et 2012 (carte 3) correspond en tous points à celle de la structure historique de la démocratie chrétienne combinée à l'implantation personnelle du leader du MoDem.

Les pertes sont spectaculaires dans son fief béarnais : -18,9 points dans le canton de Pontacq, -18,5 dans celui de Laruns et -18 dans celui de Nay. On retrouve le même reflux mais de manière un peu moins marquée dans les cantons voisins des Hautes-Pyrénées (-14 points dans celui de Lourdes et -15 dans celui de Campan) et plus estompée dans certains cantons basques, plus éloignés de sa terre d'élection : -9,9 points à Hendaye et -9 dans le canton d'Iholdy, ces pertes étant proportionnelles aux scores obtenus en 2007. De par ce fait, les autres foyers de perte les plus significatifs apparaissant sur la carte se superposent aux zones d'influence traditionnelles de la démocratie chrétienne et du centre-droit. Dans l'Ouest, mentionnons

CARTE 3

Evolution du vote Bayrou entre 2007 et 2012

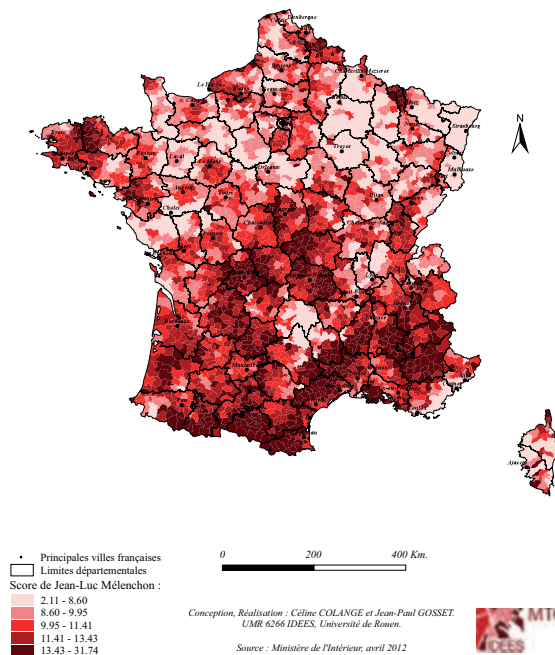


le Léon (-13,5 points dans le canton de Plouzévédé, -13,4 dans celui de Lannilis) ou bien le « bloc blanc »⁴ des campagnes du sud-est du Morbihan : -13,4 points dans le canton de Questembert, -14 points dans celui de Rochefort-en-Terre. A l'est, les pertes sont également très lourdes en Alsace : 12 points de perdus en cinq ans à Strasbourg et 11,4 points dans le celui de Truchtersheim, plus au nord, par exemple. L'hémorragie est de la même ampleur dans la Loire (-11,4 points dans le canton de Montbrison et -11,2 dans celui de Saint-Chamond), comme plus au sud en Lozère : -12,8 points à Mende et -13,9 dans le canton de Meyrveis par exemple. En revanche, le recul est nettement plus modéré dans une vaste zone courant du Nord-Pas-de-Calais à la Champagne-Ardenne en passant par la Picardie. Cela ne traduit pas une meilleure capacité de résistance du MoDem dans ces régions populaires mais renvoie plus prosaïquement au fait que le capital électoral acquis en 2007 sur ces territoires était beaucoup plus maigre...

4. Selon l'expression de Jean-Jacques Monnier in *Le comportement politique des Bretons*, Presses universitaires de Rennes, 1994.

CARTE 4

Présidentielles 2012 – Premier tour
Vote pour Jean-Luc Mélenchon
(en pourcentage des suffrages exprimés)



UN VOTE FRONT DE GAUCHE QUI SE DÉPLOIE EN PARTANT DES ZONES HISTORIQUES D'IMPLANTATION DU PARTI COMMUNISTE

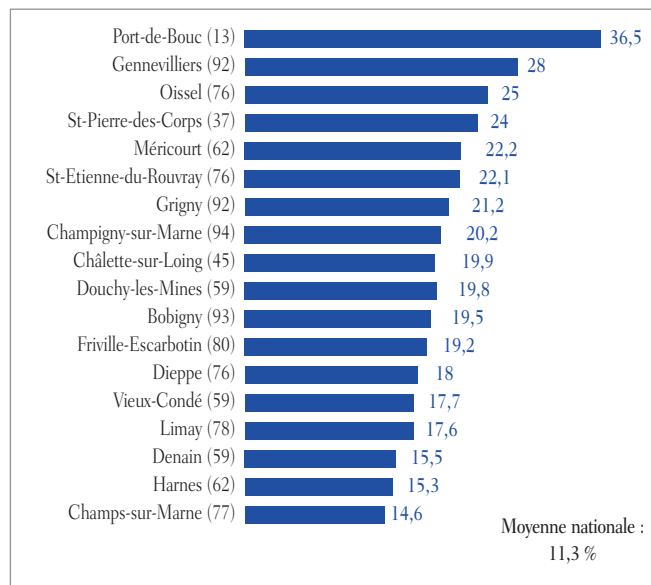
La géographie du vote Mélenchon

Avec 11,1 % des voix et près de quatre millions d'électeurs s'étant portés sur sa candidature, Jean-Luc Mélenchon a solidement installé la construction inédite qu'est le Front de gauche dans le paysage politique français. Les cartes réalisées à l'échelle cantonale permettent une analyse fine de la géographie de ce vote. Le premier constat qui frappe à la lecture de la carte 4, c'est qu'elle présente de nombreuses similitudes avec la géographie historique et traditionnelle du vote communiste. La plupart des zones de force du candidat du Front de gauche, qui ressortent en foncé sur cette carte, correspondent à des bastions communistes.

C'est le cas dans la région Nord-Pas-de-Calais avec le bassin minier et le Valenciennois, en Seine-Maritime, en Ile-de-France avec les communes de la banlieue rouge, dans l'Est avec la région de Longwy mais aussi dans le Gard ou bien encore avec les fiefs communistes des Bouches-du-Rhône. Les campagnes irriguées par le communisme rural n'ont pas manqué non plus à l'appel avec un vote Mélenchon important dans le centre-Bretagne (les Monts d'Arrée), en Brière, dans le Cher, dans le bocage bourbonnais dans l'Allier, en Haute-Vienne, dans une partie de la Creuse, de la Dordogne ou bien encore dans le Lot-et-Garonne. Les quelques exemples présentés sur le graphique suivant illustrent très clairement ce constat d'un sur-vote important des communes à direction communiste ou anciennement communiste en faveur du candidat du Front de gauche.

Mais le succès de la candidature de Jean-Luc Mélenchon a également résidé dans sa capacité à aller chercher des électeurs de gauche au-delà des rangs des seuls sympathisants communistes. La carte 4 est éloquent de ce point de

Vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon dans certains bastions communistes (%)



vue, avec un vote Front de gauche supérieur à la moyenne dans de nombreux cantons situés dans les départements socialistes ou radicaux du Sud-Ouest : Landes, Gers,

Hautes-Pyrénées, Lot et Haute-Garonne. Le basculement d'une partie de l'électorat socialiste⁵ s'est également produit dans la plupart des territoires de la région Languedoc-Roussillon mais aussi dans une bonne partie de l'Ardèche, de la Drôme, des Hautes-Alpes et des Alpes de Haute-Provence. Dans ces régions rurales et/ou de montagnes, préoccupées notamment par la question du maintien des services publics (et où, pour ce qui est du Sud-Est, Arnaud Montebourg avait obtenu de bons résultats lors de la primaire socialiste), l'écho significatif rencontré par le discours de Jean-Luc Mélenchon est venu concurrencer celui de François Hollande.

Si le vote Front de gauche est donc assez élevé et homogène dans toute la moitié sud de la France (à l'exception de quelques isolats très ancrés à droite : Cantal-Aubrac, littoral varois, Beaujolais et sud de la Bresse), la situation est beaucoup plus contrastée au nord de la Loire. A l'instar de

ce que l'on constatait lors des précédents scrutins pour le Parti communiste, de nombreux territoires ont été très réfractaires au vote Mélenchon. C'est le cas de Champagne-Ardenne et d'une bonne partie de la Meuse, de l'Alsace et de la partie orientale de la Moselle ainsi que des hauts cantons jurassiens. A ces places fortes conservatrices de l'Est de la France s'ajoutent d'autres zones de droite traditionnelles (Beauce, Perche, bocages normand et vendéen) dans la partie ouest du pays. Dans cette dernière, le Front de gauche a néanmoins su trouver des points d'appui dans la plupart des grandes agglomérations : à Cherbourg, à Caen, au Mans, à Angers, à Nantes ou bien encore à Rennes. Jean-Luc Mélenchon a obtenu dans ces villes-centres et dans leurs immédiates périphéries des scores non négligeables et en tout cas sensiblement supérieurs à ceux enregistrés dans les espaces péri-urbains et ruraux les entourant.

Ces villes de l'Ouest constituent les principales places fortes du Parti socialiste dans cette région. Le développement du vote Front de gauche s'est donc effectué ici aussi

5. D'après une enquête Ifop réalisée le jour du premier tour, 12 % des électeurs de Ségolène Royal ont voté pour Jean-Luc Mélenchon (sondage de 2012 déjà cité).

(comme dans le Sud-Ouest et la vallée du Rhône) sur la base d'un électorat majoritairement socialiste (et également d'un apport de voix d'extrême-gauche), le Parti communiste étant très peu implanté dans ces villes à l'exception du Mans. La différence avec la poussée observée dans le sud du pays réside dans le fait qu'elle s'est principalement concentrée dans l'électorat socialiste urbain alors qu'elle a concerné les cantons ruraux comme les villes dans le Sud-Est et le Sud-Ouest. Au regard de cette implantation en milieu urbain, certains commentateurs ont d'ailleurs qualifié le vote Mélenchon d'un vote de « bobos ». Le candidat du Front de gauche enregistre certes des résultats élevés dans des territoires hyper-urbains où le mode de vie « bourgeois-bohème » est très répandu. C'est le cas des arrondissements de l'Est parisien : 17,4 % dans le XX^{ème} arrondissement, 15,7 % dans le XIX^{ème}, 15,3 % dans le XVIII^{ème} et 14,9 % dans le X^{ème}, le long du canal Saint-Martin. On retrouve le même phénomène dans le I^{er} arrondissement de Lyon (19,9 %) ou bien encore à Grenoble (15,4 %), ville où les Verts réalisent régulièrement des scores élevés. Le sondage Ifop réalisé le

jour du vote⁶ confirme d'ailleurs que Jean-Luc Mélenchon a su capter une fraction (14 %) du vote écologiste. Mais à la lecture de la carte 4, on voit que ces espaces de centre-ville gentrifiés ne représentent somme toute qu'une très faible proportion des zones de force du Front de gauche, au sein desquelles les communes urbaines populaires, à tradition communiste notamment, et les cantons ruraux pèsent bien plus lourd. L'analyse de la sociologie de l'électorat du Front de gauche va d'ailleurs dans le même sens. Jean-Luc Mélenchon a ainsi obtenu 18 % des voix des ouvriers s'étant déplacés aux urnes, 14 % auprès des professions intermédiaires contre 9 % parmi les cadres supérieurs.

Une comparaison avec le vote communiste en 1995

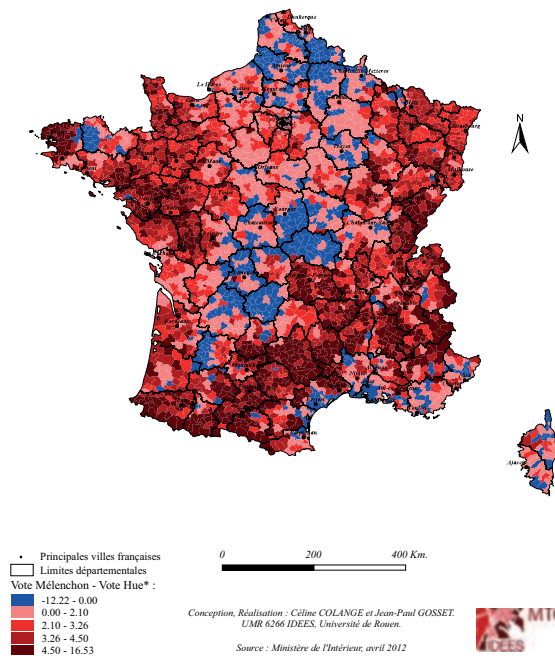
Pour compléter cette analyse, nous avons dans un second temps comparé le vote Mélenchon avec le vote en faveur de Robert Hue en 1995 (carte 5). A l'époque, le représentant

6. Sondage cité.

CARTE 5

Présidentielles 2012 – Premier tour

Ecart entre le vote Mélenchon en 2012 et le vote Hue en 1995
(en pourcentage des suffrages exprimés)



du Parti communiste avait obtenu 8,6 % des voix et il nous semblait intéressant de pouvoir observer la structuration spatiale de ces deux votes à dix-sept ans d'intervalle. Si, comme on l'a dit précédemment, la géographie du vote Front de gauche, dans ses creux et dans ses pleins, rappelle assez fortement la géographie traditionnelle du vote communiste, un phénomène assez marquant apparaît néanmoins à la lecture de cette carte. Le Front de gauche est aujourd'hui en dessous des niveaux qu'avait atteints Robert Hue en 1995 dans quasiment toutes les zones de force du Parti communiste et il progresse en revanche, parfois de manière significative, dans des terres où l'influence communiste était très faible. Ce mouvement avait déjà été observé lors des dernières élections cantonales où la « plus-value » de l'appellation Front de gauche s'était surtout faite sentir dans des « terres de mission » du Parti communiste, à forte tradition socialiste. Cette année, Jean-Luc Mélenchon améliore très nettement le score du communiste Robert Hue en 1995 dans des terres comme les Hautes-Pyrénées (+9,9 points dans le canton de Luz-St-Sauveur, +8,4 dans celui de Campan par exemple), l'Ariège

(+16,5 points dans le canton de Massat, +9,6 dans celui de La Bastide-de-Sérou, +9,1 dans celui d'Oust), la Haute-Garonne (+9 points dans le canton Montesquieu-Volvestre et +7,5 dans celui de Cintegabelle, ancien fief de Lionel Jospin). On retrouve la même logique d'une progression sur les terres socialistes dans l'Aude (+12,7 points dans le canton de Mouthoumet, +9,1 dans celui de Tuchan), l'Hérault (+8,9 points dans le canton de Claret, +8,6 dans celui de La Salvetat par exemple) ou bien encore la Drôme (+11,7 points dans le canton de La Chapelle-en-Vercors, +10,3 dans celui de Luc-en-Diois ou +9,4 dans celui de Die par exemple).

A l'inverse, le mouvement d'érosion (par rapport au niveau de 1995) a concerné tous les types de fiefs communistes. C'est le cas dans les campagnes rouges de l'Allier (-7,8 points dans le canton de Montet, -6,7 dans celui de Bourbon-L'Archambault), du Lot-et-Garonne (-6,2 points dans le canton d'Houilles, -5,3 dans celui de Meihlan-sur-Garonne) ou des Côtes-d'Armor (-7,1 points dans le canton de Callac et -5,6 dans celui de Plestin-les-Grèves

par exemple). Les cantons ouvriers du Pas-de-Calais (-12,1 dans le canton de Douvrin, -11,9 dans celui de Rouvroy, -11 dans celui d'Auchel), du Nord (-9,6 points dans celui de Marchiennes et -7,1 dans celui de Carnières) ou de la Somme (-9 points dans le canton de Friville-Escarbotin, -8,7 dans celui d'Ault) confirment cette tendance. Cette dernière se vérifie, mais de manière plus contrastée, dans la banlieue parisienne : -12 points à Ivry, -4,7 à Bobigny, -4,3 à La Courneuve mais +2,1 à Saint-Denis et à Saint-Ouen.

Pour compléter et terminer ce tour d'horizon, arrêtons-nous sur les départements du Finistère et du Gard qui illustrent bien ce double mouvement d'une érosion plus ou moins sensible par rapport au scrutin de 1995 dans les bastions communistes et d'une dynamique significative dans les terres de mission.

Evolution du score de Jean-Luc Mélenchon par rapport à celui de Robert Hue en 1995 dans le Gard et le Finistère

Gard		Finistère	
Fiefs communistes		Fiefs communistes	
La Grand-Combe	-4,6	Huelgoat	-3,3
St-Ambroix	-3,8		
Alès	-2,6		
Terres de mission		Terres de mission	
Le Vigan	+7,2	Ploudiry	+6
St-Jean-du-Gard	+8,7	Lannilis	+6,4
Lasalle	+10,9	Pleyben	+7

Il sera intéressant d'observer lors des prochaines élections législatives si ces tendances se confirment et si la géographie du vote Front de gauche se structure bien sur les bases de cette carte qui s'est dessinée au soir du premier tour de l'élection présidentielle.

LA DYNAMIQUE MARINE LE PEN

La carte électorale telle qu'elle nous est apparue à la suite des deux tours de scrutin est marquée par certaines permanences (Alsace et Provence-Alpes-Côte d'Azur très ancrées à droite, Limousin et Midi-Pyrénées à gauche). Elle a également confirmé des évolutions de long terme comme le basculement à gauche de la Bretagne. Mais si le clivage gauche/droite continue d'être plus ou moins structuré sur une base régionale, la prise en compte du lieu de résidence et plus particulièrement de la distance à la grande agglomération la plus proche ou la moins éloignée apparaît aussi importante pour bien appréhender le vote. Au cours des trente dernières années, la géographie sociale de notre pays a été en effet profondément modifiée sous l'effet de l'étalement urbain et de la péri-urbanisation. Des pans entiers des catégories populaires ont progressivement quitté les grandes agglomérations pour s'installer dans les zones pavillonnaires du péri-urbain par un phénomène de relégation subie (la hausse des prix de l'immobilier dans les métropoles les conduisant à s'installer ou à devenir

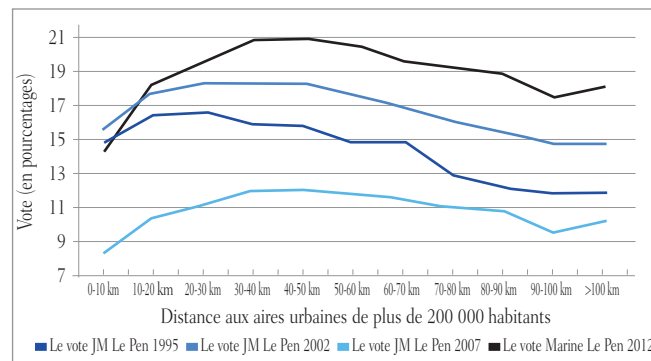
propriétaires dans des zones plus abordables et donc toujours plus éloignées des centres) ou choisie (on fuit la grande ville, sa banlieue et ses nuisances notamment la délinquance). Parallèlement à cela, les grandes villes ont vu s'accroître la population issue de l'immigration dans leurs quartiers populaires et concentrent un nombre très important de cadres et professions intellectuelles. Dans ce nouveau paysage social, le « gradient d'urbanité », c'est-à-dire la distance qui sépare la commune de résidence de la grande agglomération (de plus de 200 000 habitants) la plus proche, a une incidence électorale de plus en plus forte. C'est notamment le cas pour le Front national dont le vote est fortement structuré selon ce critère.

Le grand péri-urbain : terre d'élection du vote frontiste

On a ainsi constaté au premier tour (cf. graphique ci-contre) un sur-vote et une poussée frontiste très significative dans le grand péri-urbain (regroupant les communes rurales et les petites villes situées entre vingt et cinquante kilomètres

des grandes agglomérations) et inversement des scores très nettement inférieurs à la moyenne et en recul pour Marine Le Pen dans les métropoles. Tout se passe comme si, cette année, la structure du vote frontiste avait été encore davantage que par le passé polarisée selon une logique spatiale.

Comparaison du vote FN au premier tour de l'élection présidentielle de 1995 à 2012 en fonction de la distance aux aires urbaines de plus de 200 000 habitants



Plus que jamais, le cœur des grandes agglomérations ressort comme l'espace le plus réfractaire au vote Le Pen (14,8 % en moyenne en 2012, en recul de 1,5 points par rapport à

2002), qui prospère en revanche de plus en plus dans le grand péri-urbain. Dans les territoires situés entre trente et cinquante kilomètres des grandes agglomérations, le niveau du vote Marine Le Pen s'établit en moyenne à 21 % quand son père n'y obtenait « que » 18 % en 2002 et 16,5 % en 1995. Ce développement régulier et cet enracinement du vote lepéniste dans le péri-urbain depuis l'élection présidentielle de 1995 (scrutin atypique de 2007 mis à part) se retrouvent également dans les zones rurales encore plus éloignées.

1995-2012 : L'évolution du vote FN au premier tour de l'élection présidentielle dans la France rurale

Distance aux grandes agglomérations	Score FN dans la strate en 1995	Score FN dans la strate en 2002	Score FN dans la strate en 2012	Evolution 1995-2012
50-60 km	14,8	17,7	20,6	+5,8
60-70 km	14,9	16,7	19,8	+4,9
70-80 km	12,9	16	19,4	+6,5
80-90 km	12,2	15,4	18,9	+6,7
90-100 km	11,8	14,7	17,6	+5,8
+ de 100 km	11,9	14,7	18,1	+6,2
France entière	15	16,9	17,9	+2,9

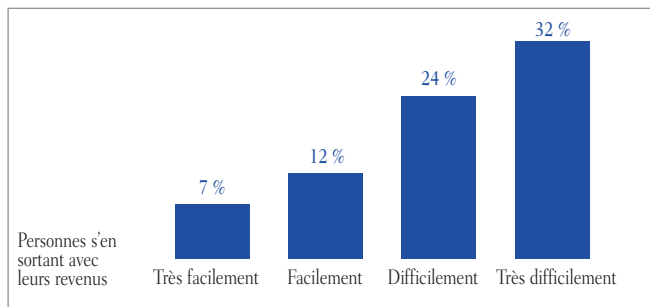
Si les progressions sont assez spectaculaires en milieu rural sur la longue durée, le graphique précédent montre néanmoins que c'est dans le grand péri-urbain que le niveau de vote FN est en 2012, comme lors des scrutins passés, le plus élevé. Il convient dès lors de s'interroger sur l'origine de ce sur-vote Front national dans le grand péri-urbain. S'explique-t-il par un effet de structure, c'est-à-dire par le fait que les milieux populaires (qui ont constitué les catégories ayant le plus fortement voté pour Marine Le Pen) soient sur-représentés dans ces territoires ? Ou/et est-ce que le vote en faveur de Marine Le Pen est plus particulièrement prononcé parmi les ouvriers et employés dans ces zones ?

Rappelons tout d'abord que d'après le sondage Ifop réalisé le jour du premier tour⁷, Marine Le Pen a atteint 33 % parmi les ouvriers et 28 % parmi les employés. C'est dans ces deux groupes qu'elle obtient ses meilleurs résultats (en comparaison, 13 % parmi les professions libérales et cadres

7. Sondage cité.

supérieurs par exemple) et elle y termine en tête (à égalité, il est vrai, avec François Hollande chez les employés). Cette forte audience du Front national dans les milieux populaires, mesurée à l'aune de catégories objectives, apparaît également si l'on considère des catégories subjectives. Toujours selon le même sondage, le score de la candidate du FN est en effet parfaitement corrélé avec les difficultés ressenties pour s'en sortir avec les revenus de son foyer : 7 % parmi ceux qui s'en sortent « très facilement » contre 32 % auprès de ceux qui s'en sortent « très difficilement ».

**Un vote Marine Le Pen indexé sur la capacité
à s'en sortir avec ses revenus**



On note également que parmi les personnes qui déclarent s'en sortir « très difficilement » avec leurs revenus, c'est Marine Le Pen qui arrive en tête avec 32 % devant François Hollande (24 %), Jean-Luc Mélenchon et Nicolas Sarkozy (15 % chacun). Le vote des milieux populaires et des catégories rencontrant des difficultés constitue donc bien la composante principale du vote FN au plan national. Or l'analyse détaillée montre que les espaces que l'on a appelé le grand péri-urbain (regroupant des communes péri-urbaines, mais aussi des petites villes ou des communes rurales se situant entre trente et cinquante kilomètres d'une aire urbaine importante) se caractérisent à la fois par la proportion la plus élevée d'ouvriers et d'employés de toutes les strates de notre gradient d'urbanité, mais aussi par un vote FN de ces catégories populaires plus élevé que la moyenne : 32 % des ouvriers et employés habitant dans un rayon de trente à quarante kilomètres et 34,9 % de ceux résidant dans la strate suivante (quarante à cinquante kilomètres) ont voté pour Marine Le Pen contre 28,9 % en moyenne.

Le poids des catégories populaires et leur niveau de vote en faveur de Marine Le Pen dans les différentes strates de communes

Distance aux grandes agglomérations	Proportion d'ouvriers et d'employés dans la population de la strate	Score FN parmi les ouvriers et employés de la strate en 2012
0-10 km	24	24,7
10-20 km	28,4	30,7
20-30 km	28,5	29,6
30-40 km	33	32
40-50 km	32,2	34,8
50-60 km	32	29,1
60-70 km	31	26,9
70-80 km	30,3	31
+ de 80 km	31	28
France entière	28,3	28,9

Afin de disposer de bases statistiques suffisantes sur les employés et ouvriers, nous avons regroupé les trois dernières strates les moins peuplées en une seule : + de 80 km de distance d'une grande agglomération.

C'est donc l'effet cumulé de ces deux facteurs qui contribue au fait que Marine Le Pen ait enregistré ses meilleurs résultats dans ces lieux bien spécifiques. Le sur-vote des catégories populaires en faveur du Front national renvoie à un certain nombre de difficultés existant dans ces territoires : niveau de revenu assez faible, fragilité du tissu économique local concentrant l'emploi sur un nombre restreint d'entreprises (et donc un impact important en cas de fermeture d'un site, les salariés ayant plus de difficultés à retrouver un emploi que dans les grandes agglomérations), forte dépendance de ces populations à la hausse des prix du carburant, progression de la petite délinquance et disparition de certains services publics. A cela s'ajoute les conséquences de la relégation subie et choisie (volonté de se mettre à distance de la grande ville) et la peur d'être « rattrapé par la banlieue », angoisse qui taraude ces milieux populaires du grand péri-urbain. Si ces derniers souffrent souvent d'être à trop grande distance de la grande ville (frais et durée de transport importants, moindre présence ou moindre qualité des services publics sur place, engendrant souvent le sentiment d'être des citoyens de seconde

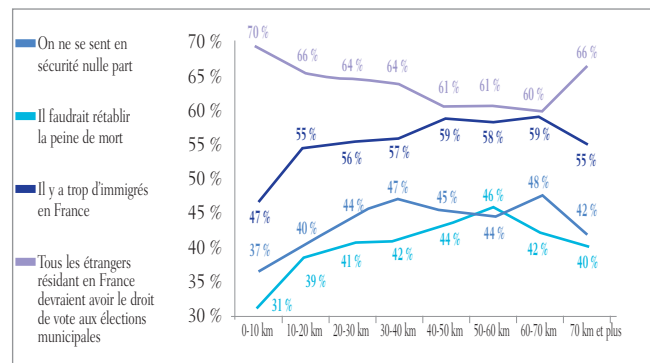
zone), ils craignent dans le même temps que les nuisances urbaines en termes de délinquance ou de cohabitation avec des « populations à problèmes » (immigrés ou bénéficiaires des aides sociales) ne se propagent et se diffusent progressivement jusqu'à eux.⁸

Une analyse effectuée à partir des données d'opinion du Baromètre politique français, enquête menée par l'Ifop pour le Cevipof et le ministère de l'Intérieur auprès de 22 400 personnes entre mars 2006 et février 2007, confirme l'existence d'un climat d'opinion bien spécifique à ces territoires. Travailler à partir de cette enquête de référence, réalisée auprès de gros échantillons, a permis une ventilation de l'approbation à certaines opinions en fonction du gradient d'urbanité. On constate à la lecture du graphique ci-contre des variations sensibles selon le lieu de résidence. Et c'est dans le cœur du grand péri-urbain (quarante à cinquante kilomètres) que l'opposition au droit de vote des étrangers aux élections municipales est la plus

8. Les habitants de ces territoires vivant leur rapport à la ville selon la formule « trop éloignés pour bénéficier de ses avantages mais suffisamment proches pour en subir les désagréments ».

vive (sur la période de mars 2006 à février 2007, 61 % d'approbation seulement contre 70 % dans les métropoles) et que l'idée selon laquelle « Il y a trop d'immigrés en France » est la plus répandue (59 % contre 47 % dans les grandes villes). Le sentiment d'insécurité y était également plus développé que dans le centre des métropoles et la demande de rétablissement de la peine de mort y atteignait des sommets.

L'approbation d'opinions sur les questions de sécurité et d'immigration en fonction de la distance aux grandes agglomérations



Marine Le Pen et ses conseillers ont parfaitement cerné le profil psychologique de cet électorat populaire du péri-urbain et c'est souvent d'abord à eux – les fameux « invisibles » – qu'elle s'est adressée durant la campagne en calibrant très clairement ses propos sur les attentes et les difficultés quotidiennes de cet électorat, comme en témoigne par exemple l'attention particulière portée au tarif des carburants revenant régulièrement dans ses discours et interventions. Elle déclara notamment, lors d'un discours à Merdrignac le 20 avril 2012 : « Ce sont d'abord les prix indécents de l'essence, ces prix qui ne cessent d'augmenter, qui étranglent les agriculteurs, les pêcheurs, les artisans mais aussi les familles condamnées à choisir entre la cuve de fioul du chauffage et le réservoir de la voiture. Chaque hausse du carburant rogne encore sur les revenus de ceux qui travaillent, sur le budget de familles qui n'ont d'autres choix que de se serrer la ceinture pour continuer à utiliser leur voiture, véhicules d'autant plus indispensables que l'offre de transport en commun est insuffisante ».

Bien profilé et adapté à la réalité psychologique et sociale de ce terrain particulier, le message du Front national version Marine Le Pen rentre en concurrence directe avec celui du Parti socialiste. Si François Hollande est parvenu à prendre l'ascendant sur la leader frontiste dans l'électorat populaire des grandes villes, comme le montre le tableau de la page suivante, il cède du terrain dans la proche périphérie et est très nettement distancé par Marine Le Pen parmi les employés et les ouvriers dans le grand péri-urbain. L'écart au profit de la candidate du FN atteint même près de douze points dans la strate de communes situées dans un rayon de quarante à cinquante kilomètres d'une grande agglomération.

Le vote des ouvriers et employés en faveur de François Hollande et Marine Le Pen dans les différentes strates de communes

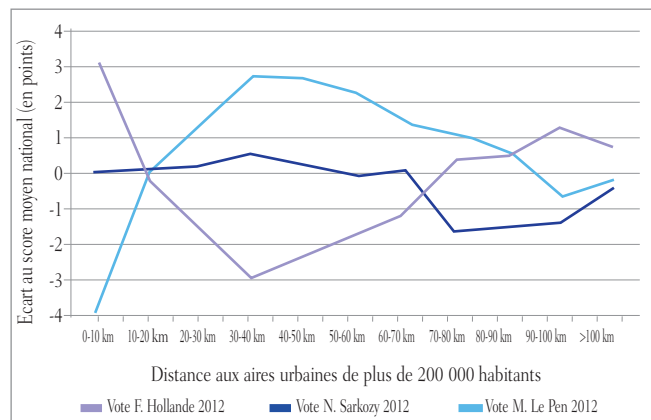
Distance aux grandes agglomérations	Vote Hollande parmi les ouvriers et employés de la strate	Vote Le Pen parmi les ouvriers et employés de la strate	Ecart Le Pen/ Hollande
0-10 km	29,6	24,7	-4,9
10-20 km	26,3	30,7	+4,4
20-30 km	27,4	29,6	+2,2
30-40 km	25,4	32	+6,6
40-50 km	23	34,8	+11,8
50-60 km	24,5	29,1	+4,6
60-70 km	27,3	26,9	-0,4
70-80 km	29,7	31	+1,3
+ de 80 km	31	28	-2
France entière	27,2	28,9	+1,7

Afin de disposer de bases statistiques suffisantes sur les employés et ouvriers, nous avons regroupé les trois dernières strates les moins peuplées en une seule : + de 80 km de distance d'une grande agglomération.

Au-delà des seuls milieux populaires dont il a été question jusqu'à présent, le graphique ci-contre fait clairement ressortir que le sur-vote frontiste auprès des populations (milieux populaires et autres catégories) du grand péri-

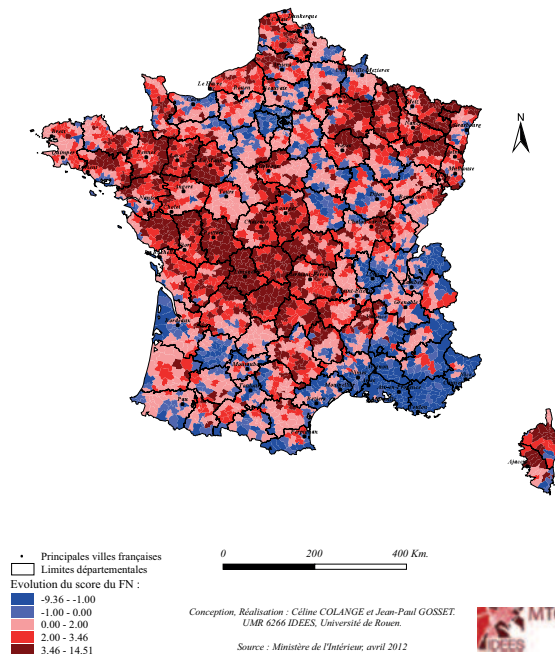
urbain s'accompagne, pour François Hollande, de résultats sensiblement inférieurs à sa moyenne nationale quand ceux de Nicolas Sarkozy demeurent eux relativement étals. Dans ce territoire (et notamment parmi les employés et les ouvriers qui y vivent), la lutte politique et idéologique oppose donc le PS au FN, ce dernier se nourrissant sans doute d'une inadéquation du discours socialiste dans ces lieux.

L'écart au score moyen national des votes en faveur des trois principaux candidats selon la distance aux villes



CARTE 6

Evolution du vote Marine Le Pen par rapport au vote Jean-Marie Le Pen au second tour de 2002



La cartographie révèle une poussée non uniforme du vote Marine Le Pen par rapport au vote Jean-Marie Le Pen au second tour de 2002

Pour bien rendre compte de la poussée frontiste à laquelle nous avons assisté, nous pensons qu'il faut comparer les résultats de 2012, non pas avec les scores de 2007 où Jean-Marie Le Pen se situait objectivement à un niveau très bas, mais à sa performance du second tour de l'élection présidentielle de 2002, qui constitue l'étiage le plus élevé jamais observé pour le Front national. L'analyse cartographique comparant le score de Marine Le Pen avec le niveau atteint par son père lors du second tour en 2002, d'une part, confirme les enseignements d'une poussée non uniforme sur le territoire avec une forte dichotomie entre le vote des grandes villes et le vote dans le péri-urbain et en milieu rural et, d'autre part, fait apparaître de forts contrastes régionaux, comme on peut le voir sur la carte 6.

Une décrue dans la France des grandes métropoles

Toutes les plus grandes agglomérations apparaissent en bleu foncé sur la carte 6, signifiant un repli par rapport à 2002.

C'est très net pour Paris et une large partie de l'Île-de-France, c'est le cas pour la région lyonnaise mais aussi pour Marseille ou Nice. On retrouve également des isolats bleus autour de Toulouse, Bordeaux, Nantes, Tours, Caen, Lille, Strasbourg ou Dijon. Quel qu'ait été le niveau de Jean-Marie Le Pen dans ces agglomérations (pour certains des fiefs, pour d'autres cas des zones de faible audience comme Nantes ou Caen par exemple), Marine Le Pen est en retrait dans ces espaces métropolitains par rapport au point haut de 2002 mais aussi par rapport à 1995, comme si cette déprise frontiste en milieu urbain s'inscrivait sur la longue durée comme une tendance de fond.

1995-2012 : L'évolution du vote FN au premier tour de l'élection présidentielle dans certaines grandes villes

Communes	1995	2012	Evolution 1995-2012
Saint-Etienne	22,1	17,7	-4,4
Metz	21,1	17,3	-3,8
Strasbourg	20	11,9	-8,1
Montpellier	16,6	13,7	-2,9
Lille	16,1	13,4	-2,7
Lyon	16	9,9	-6,1
Paris	9,3	6,2	-3,1
France entière	15	17,9	+2,9

Les évolutions sociologiques à l'œuvre depuis une quinzaine d'années dans le cœur des grandes agglomérations (accroissement de la proportion des catégories socio-professionnelles les plus favorisées et des diplômés, développement du multiculturalisme) ont contribué à y créer un climat d'opinion où les valeurs d'ouverture et de tolérance sont très présentes et où, parallèlement, les discours sécuritaires et identitaires rencontrent de moins en moins d'écho.⁹ Conscient de cette perte d'adhérence historique et tendancielle dans le cœur des grandes villes, le Front national a progressivement réorienté son message vers la France périphérique mais a aussi délibérément choisi de cibler et de fustiger cette population aisée des centres-villes. La dénonciation des « bobos privilégiés », coupés des réalités auxquelles sont confrontés les « petits blancs » car vivant dans leur bulle, fait désormais partie des figures imposées du discours frontiste. Si ce choix stratégique a peut-être permis de renforcer la proximité du FN avec une

9. Pour une approche du même phénomène à l'étranger, voir par exemple : Wouter Van Gent et Sako Musterd « Les transformations urbaines et l'émergence des partis populistes de la droite radicale en Europe : le cas de la ville de La Haye », *Revue Hérodote*, 2011.

partie de l'électorat du péri-urbain (en jouant sur le ressenti de ces « invisibles » à l'encontre des habitants des beaux quartiers, toujours prompts à les taxer de racistes et de « beaufs franchouillards »), il a sans aucun doute également contribué à creuser davantage l'écart et la distance avec l'électorat des grandes métropoles.

Si le recul de l'audience du parti lepéniste est non négligeable depuis 1995 dans les villes centres des grandes agglomérations, le mouvement est encore plus marqué dans certaines communes de banlieue et dans certaines villes moyennes où le Front national avait percé électoralement à ses débuts. Toutes ces communes modestes et populaires se caractérisent de longue date par une forte population étrangère ou d'origine étrangère et par un taux de délinquance élevé. C'est sur ce terreau bien connu qu'a prospéré le parti lepéniste qui obtenait dans ces communes parmi ses meilleurs résultats nationaux. Or, comme le montre le tableau ci-contre, le FN y est en recul constant et appuyé depuis 1995.

1995-2012 : L'évolution du vote lepéniste au premier tour de l'élection présidentielle dans certains des fiefs électoraux historiques du FN

Communes	1995	2002	2012	Evolution 1995-2012
Mulhouse	26,7	21,3	17,5	-9,2
Creil	25,9	23,7	17,7	-8,2
Rillieux-la-Pape	25,4	20,7	15,8	-9,6
Vaulx-en-Velin	24,4	21,7	13,8	-10,6
Dreux	23,6	18,1	14,7	-8,9
Clichy-sous-Bois	23,5	19	12,8	-10,7
Mantes-la-Jolie	22,5	18,2	11,5	-11
Roubaix	22,1	18,2	15,6	-6,5
Pierrefitte-sur-Seine	20,9	17,8	11,1	-9,8
Bondy	20,4	17,5	13	-7,4
Saint-Denis	19,2	15,6	9,9	-9,3
France entière	15	16,9	17,9	+2,9

Un premier décrochage s'était déjà produit entre 1995 et 2002 dans ces villes alors qu'au niveau national Jean-Marie Le Pen progressait. Le même schéma s'est répété entre 2002 et 2012. Résultat, alors qu'en 1995 toutes ces communes affichaient un score du Front national très au-dessus de la moyenne nationale, elles se situent aujourd'hui, dix-sept ans plus tard, toutes en dessous (voire très

en dessous pour les communes de Seine-Saint-Denis) du niveau national. Pour expliquer ce bouleversement assez spectaculaire, certains à gauche, et notamment les élus de ces communes, évoquent le travail de terrain réalisé par les municipalités et le milieu associatif. Ils veulent aussi y voir le fait que l'intégration fonctionne et qu'à force d'efforts on obtient des résultats tangibles tant en matière d'amélioration de la qualité de vie que de vivre-ensemble. À droite, d'autres voix mettent en avant les investissements massifs de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), qui ont changé la physionomie de bon nombre de quartiers de ces villes ces dernières années.

Pour recevables qu'elles soient, ces explications n'épuisent pas toute la réalité du phénomène. Un autre facteur a sans doute puissamment contribué au déclin du vote FN dans ces communes où il était historiquement élevé. Il s'agit de la modification de la composition de la population de ces villes. Des chercheurs¹⁰ et des observateurs ont ainsi noté

10. Voir par exemple Hugues Lagrange, *Le déni des cultures*, Le Seuil, septembre 2010.

que bon nombre des communes de ce type avaient vu la part (déjà élevée) d'étrangers dans leur population augmenter sensiblement ces dernières années. Pour s'en tenir à notre échantillon et à l'intervalle entre les deux recensements de 1999 et 2007 (qui ne couvrent qu'une partie seulement de la séquence 1995-2012), la proportion d'étrangers est passée de 33 % à 36,9 % à Clichy-sous-Bois et de 26,2 % à 31,1 % à Saint-Denis. Parallèlement à cela, la part des Français d'origine maghrébine ou subsaharienne a elle aussi sensiblement progressé, ce mouvement se conjuguant avec le départ d'une partie des Français sans ascendance étrangère ou issus de l'immigration européenne, comme l'a par exemple observé Gilles Kepel à Montfermeil et à Clichy.¹¹ Ces mutations démographiques n'ont pas été, on s'en doute, sans effets électoraux, le plus sensible affectant le Front national dans ces communes, où il avait jadis une forte audience. L'exemple de Mantes-la-Jolie et de Mantes-la-Ville (la commune « historique » jouxtant la ville nouvelle, Mantes-la-Ville étant moins

11. Gilles Kepel, *Banlieue de la République. Société, politique et religion à Clichy-Montfermeil*, Note de l'Institut Montaigne, octobre 2011.

concernée par l'immigration et les mutations évoquées précédemment) est de ce point de vue assez éclairant. Jean-Marie Le Pen obtenait en 1995 le même score dans les deux communes : 22,5 % à Mantes-la-Jolie et 22,4 % à Mantes-la-Ville. En 2002, son résultat était respectivement de 18,2 % et de 19,7 % dans les deux villes. Le recul déjà engagé à Mantes-la-Jolie s'est amplifié sur les dix dernières années, Marine Le Pen n'y réalisant plus désormais que 11,5 % alors qu'elle a recueilli 22,5 % dans la commune voisine, l'érosion de l'audience du Front national par rapport à 1995 n'étant que de 0,2 point dans cette ville quand elle s'élève à onze points à Mantes-la-Jolie.

Un vote en repli dans les fiefs méridionaux du Front national

Parallèlement à ce tassement dans les grandes agglomérations, Marine Le Pen n'est pas parvenue à retrouver le score de son père sur un certain nombre de territoires. A la lecture de la carte 6, le cas le plus frappant est celui de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Dans ce haut lieu du vote frontiste, l'audience du lepénisme a-t-elle atteint au

second tour de 2002 un seuil maximal qu'elle ne pourrait plus aujourd'hui dépasser ? Au-delà de cette explication un peu « mécaniste », nous pensons que différents facteurs se conjuguent pour créer un tel mouvement. Hormis le phénomène national de décrue plus ou moins prononcée dans les grandes villes (et qui se manifeste donc dans cette région très urbanisée), la nature de l'offre électorale a sans doute joué. L'hypothèse que l'on peut avancer est qu'une fraction de l'électorat de droite conservateur et radicalisé de cette région, qui avait pu voter pour le Front national en 2002 car ne se retrouvant pas dans le positionnement de Jacques Chirac, soit revenue en 2012 dans le giron de l'UMP, le discours de droite très décomplexé de Nicolas Sarkozy la satisfaisant bien davantage. La comparaison des rapports de force entre 2002 et 2012 entre le Front national et la droite « classique » (nous avons additionné ici les scores de Jacques Chirac et d'Alain Madelin) dans certaines communes très droitières du littoral de Provence-Alpes-Côte d'Azur montre en effet que Nicolas Sarkozy a su y élargir très sensiblement l'assise de la droite, une partie de cette progression se faisant au détriment du FN.

2002-2012 : L'évolution comparée du vote lepéniste et du score de la droite au premier tour de l'élection présidentielle dans certaines communes de la Côte d'Azur

Communes	FN - 2002	FN -2012	Evolution	Chirac + Madelin 2002	Sarkozy 2012	Evolution
Mandelieu (06)	27,6	23,2	-4,4	30,7	45,4	+14,7
Cannes (06)	27,4	21,6	-5,8	31,9	44,4	+12,5
Ste-Maxime (83)	27,1	23	-4,1	33,6	49,7	+16,1
Vallauris (06)	27	21,8	-5,2	28,1	38,7	+10,6
St-Raphaël (83)	26,6	21,6	-5	32,8	47,9	+15,1
Mougins (06)	24	19,2	-4,8	32,6	47,6	+15

On retrouve la même logique dans d'autres territoires très ancrés à droite et dans lesquels la droite classique avait perdu beaucoup de terrain face au Front national à la fin des années 1990 et au début des années 2000. L'émergence au sein de l'UMP de Nicolas Sarkozy, un leader « enfin de droite » (pour parler comme ces électeurs de droite radicalisés), s'est traduite par un retour à droite de cette frange de l'électorat dans certaines parties de l'Alsace ou bien encore dans certaines communes aisées de Savoie par exemple.

2002-2012 : L'évolution comparée du vote lepéniste et du score de la droite au premier tour de l'élection présidentielle dans certaines communes alsaciennes

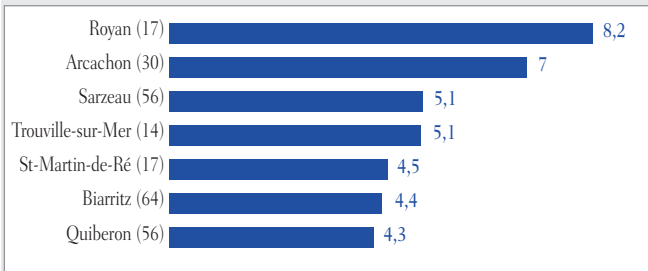
Communes	FN - 2002	FN -2012	Evolution	Chirac + Madelin 2002	Sarkozy 2012	Evolution
Ostwald (67)	26,6	23,4	-3,2	19,4	30,9	+11,5
Haguenau (67)	25	21,6	-3,4	24,5	35	+10,5
Bischheim (67)	23,7	19,8	-3,9	20,2	24,9	+4,7
Lingolsheim (67)	22,6	18,4	-4,2	22,7	32,6	+9,9
Hoenheim (67)	21,8	18,2	-3,6	22,7	33,3	+10,6
St-Louis (68)	21,4	17,6	-3,8	26	33,6	+7,6

2002-2012 : L'évolution comparée du vote lepéniste et du score de la droite au premier tour de l'élection présidentielle dans certaines communes savoyardes

Communes	FN - 2002	FN -2012	Evolution	Chirac + Madelin 2002	Sarkozy 2012	Evolution
Bonneville (74)	25	20,5	-4,5	22,7	26,7	+4
Sallanches (74)	23,4	17,4	-6	24	36	+12
Aix-les-Bains (73)	21,8	16,8	-5	27,3	34,1	+6,4
Thonon-les-Bains (74)	20,3	14	-6,3	27	32,6	+5,6
Annecy-le-Vieux (74)	14,1	10,9	-3,2	31,4	40,2	+8,8

Ce décrochage par rapport au Front national d'un électorat composé plutôt de retraités et de commerçants de droite s'observe également dans plusieurs zones balnéaires. Les valeurs défendues par Nicolas Sarkozy correspondent en tous points aux attentes de ce segment de l'électorat qui se retrouve de surcroît moins dans le discours de Marine Le Pen, plus social que celui de son père à l'époque.

**Recul de Marine Le Pen par rapport à Jean-Marie Le Pen
au 2nd tour de 2002 dans certaines stations balnéaires**



L'analyse détaillée de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur laisse apparaître un autre type de territoires où la candidate du Front national a obtenu des résultats inférieurs à ceux de son père au second tour de 2002. Il ne s'agit plus de communes littorales et touristiques de la Côte d'Azur mais de cantons situés dans l'arrière-pays (Haut-Var et Alpes-de-Haute-Provence notamment) où de nombreuses voix de Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT) étaient venues gonfler le score de Jean-Marie Le Pen au second tour en 2002, après l'élimination de Jean Saint-Josse. Bien que Marine Le Pen ait fait un score significatif auprès des chasseurs, on constate néanmoins qu'elle ne parvient pas à rééditer totalement les percées de son père dans toute une série de cantons où l'audience de CPNT était forte : dans l'arrière-pays provençal mais aussi dans les cantons pyrénéens du Béarn à la Cerdagne, le Médoc ou bien encore dans les Grands Causses.

Si la région Provence-Alpes-Côte d'Azur apparaît sans conteste comme le bastion emblématique du Front national dans le sud de la France, ce parti a toujours pu compter

sur une forte audience dans deux autres régions méridionales : le littoral languedocien et catalan et la vallée de la Garonne. Or ces espaces apparaissent également en bleu sur la carte 6, Marine Le Pen n'y retrouvant pas le score de son père dix ans plutôt. Pour la vallée de la Garonne¹², on citera par exemple les cantons de Montclar (-5,2 points par rapport à 2002), Nérac (-3,4 points) ou Prayssas (-3 points) dans le Lot-et-Garonne ou celui de Montaigu-de-Quercy (-2,8 points) dans le Tarn-et-Garonne. Sur le littoral, on observe des baisses dans l'Hérault (-4,7 dans le canton d'Agde, -3,5 dans celui de Mèze), le Gard (-3,7 points à Aigues-Mortes). Les cantons de la côte catalane sont dans la même situation (Côte-Vermeille : -2,5 points, Saint-Laurent de la Salanque : -2,2). Mais le cas des Pyrénées-Orientales est d'autant plus intéressant que cette baisse localisée dans les bastions côtiers et urbains du Front national (-3 points à Perpignan également par rapport au second tour de 2002) s'accompagne d'une progression dans l'arrière-pays, jusque-là moins sensible au vote frontiste

12. Pour une analyse sur les causes et l'histoire de l'implantation du FN dans cette région, voir par exemple le livre d'Hervé Le Bras, *Une autre France*, Odile Jacob, 2002.

(+2,8 points dans le canton de Rivesaltes, +2,7 points dans celui de Thuir et +2,5 dans celui de Millas par exemple).

Une diffusion dans les campagnes de l'Ouest et du Massif central, jusqu'alors terres de mission du Front national

Ce phénomène de diffusion dans des terres où le Front national avait toujours rencontré des difficultés se retrouve à une échelle beaucoup plus importante dans tout le centre de la France et dans le Grand Ouest. Dans ces régions, et conformément à ce que nous avons pu observer lors de l'analyse selon le gradient d'urbanité, ce mouvement concerne non pas les villes moyennes ou grandes qui organisent ces territoires mais des espaces péri-urbains, voire, pour beaucoup, très ruraux. Autre élément marquant, cette poussée frontiste s'est produite aussi bien dans des terroirs de gauche que de droite. En Auvergne et dans le Limousin, Marine Le Pen améliore ainsi très sensiblement le score de son père au second tour de l'élection présidentielle de 2002 dans un Cantal catholique et de droite (+6,8 points dans le canton de Pleaux, +6,6 dans celui de Saint-Cernin) mais les progressions sont toutes aussi importantes dans

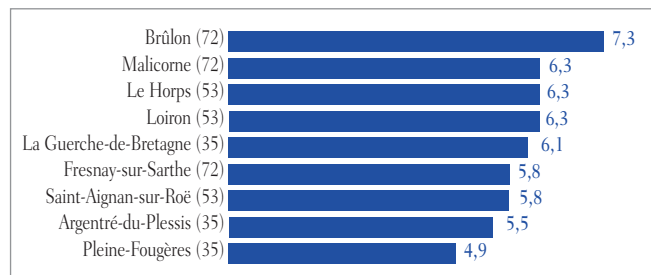
les campagnes « rouges » et déchristianisées de l'Allier (+6,9 points dans le canton de Lurcy-Lévis, +6 points dans celui de Saint-Pourçain-sur-Sioule, patrie d'André Lajoinie), de la Haute-Vienne (+7,8 points dans le canton de Nieul, + 7,7 dans celui d'Ambazac), du Puy-de-Dôme (+ 6,5 dans le canton de Montaigut, +6,3 dans celui de Pionsat) et de la Creuse (6,7 points de mieux dans le canton de Bourgneuf et dans celui du Grand-Bourg par exemple). La Corrèze voisine, dirigée par François Hollande, n'échappe pas au mouvement. On peut ainsi évoquer le canton de Bort-les-Orgues (+6,2 points) et celui de Beynat (+6,1 points).

Terre de transition entre le Massif central et le Grand Ouest, la Vienne a également été marquée par une progression significative du vote FN dans ses campagnes comme dans le canton de Danger-St-Romain (+7 points) ou celui de Lencloître (+6,7 points) par exemple. Plus au nord, cette poussée s'est également vérifiée dans des zones tout

13. Cf. par exemple Michel Bussi, *Éléments de géographie électorale : à travers l'exemple de la France de l'Ouest*, Presses universitaires de Rouen, 1998.

aussi rurales mais nettement plus conservatrices. C'est le cas par exemple dans ce que les géographes¹³ appellent la « dorsale de l'Ouest intérieur », vaste zone bocagère et catholique courant du sud de la Manche à la Vendée, constituant l'un des espaces les plus favorables à la droite classique en France.

Progression de Marine Le Pen par rapport à Jean-Marie Le Pen au 2nd tour de 2002 dans certains cantons de l'Ouest intérieur



Le centre-Bretagne, moins marqué à droite mais également à forte vocation agricole, a vu également monter sensiblement le vote FN par rapport à l'étiage du second tour de 2002. Dans le Morbihan, alors que, comme on l'a

vu, Marine Le Pen fait moins bien que son père sur le littoral, elle est en progression dans l'intérieur des terres comme dans les cantons de Saint-Jean-de-Brévelay (+6,2), de Rohan (+5,4) ou de Baud par exemple (+4,9). Dans les Côtes-d'Armor, les cantons voisins connaissent également une poussée : +5,6 dans le canton de Loudéac et +4,4 dans celui de Chêze. Dans toutes ces campagnes, il semble que le discours de Marine Le Pen sur la crise de la ruralité ait rencontré un écho particulier, cette dernière insistant encore et toujours sur la désertification comme lors de son discours prononcé en Bretagne, à Merdrignac, le 20 avril 2012 :

« Il faut cesser de vider nos campagnes de leurs forces vives, de les transformer en désert, en dortoir ou en parc de loisirs actifs durant les seules périodes de vacances ! Vivre, étudier et travailler au pays, voilà ce que demandent la plupart de ceux que j'ai rencontrés. Rien de mirobolant, rien de démesuré ou d'illégitime, n'est-ce pas... Et pourtant... Combien de sacrifices doivent accepter ceux qui refusent de s'exiler ? Combien de jeunes doivent encore s'exiler pour espérer trouver un emploi ? Combien d'autres

jeunes que leurs parents, agriculteurs, pêcheurs, artisans ou commerçants, supplient de choisir d'autres voies que les leurs faute de perspectives, d'avenir, de revenu ? Ceux qui restent envers et contre tout sont peu à peu abandonnés : c'est d'abord la petite école du village qui est fermée ; vient ensuite la Poste, la gendarmerie ; le médecin aussi qui, faute de successeur, ferme définitivement son cabinet alors qu'au même moment les petites structures hospitalières sont démantelées les unes après les autres... Il ne reste bientôt qu'une poignée de commerçants que la multiplication des grandes surfaces achève à petit feu, doucement mais sûrement. Le village se meurt, le dernier bistrot abaisse une dernière fois son rideau, c'est la fin... »

Le Front national se renforce dans ses bastions du Nord-Est

Autre ambiance et autres paysages beaucoup plus à l'est, mais même poussée frontiste dans d'autres territoires ruraux eux aussi en crise et qui votaient historiquement déjà fortement pour Jean-Marie Le Pen. La plupart des campagnes de Champagne-Ardenne et de Lorraine ont

ainsi, elles aussi, connu une progression du vote lepéniste par rapport à l'étiage, pourtant déjà très élevé, du second tour de 2002. Les gains sont parfois spectaculaires comme en témoignent certains exemples pris dans la Marne (+8 points dans le canton de Sompuis, +6,9 dans celui de Fère-en-Tardenois), la Meuse (Vaubecourt : +7,4, Spincourt : +7), la Meurthe-et-Moselle (Colombey-les-Belles : +6,5, Baccarat : +6,1) ou bien encore la Moselle (Rohrbach-les-Bitche : +7,6, Dieuze : +6,8) et les Vosges (augmentation de 6,5 points dans le canton de Provenchères ou de 6,2 dans celui de Fraize).

Ces territoires ruraux de l'Est intérieur n'ont pas été les seuls bastions du Front national à connaître une nouvelle progression. Le cas du bassin minier du Pas-de-Calais, où Marine Le Pen et l'appareil du parti ont concentré leurs efforts ces dernières années, est également concerné.

Dans bon nombre de ces communes, concentrant difficultés sociales de longue date et fortement affectées par la crise, les gains sont souvent supérieurs à dix points

1995-2012 : L'évolution du vote lepéniste au premier tour de l'élection présidentielle dans certaines communes du bassin minier du Pas-de-Calais

Communes	1995	2002	2012	Evolution 1995-2012
Harnes	23,9	27	31,8	+7,9
Méricourt	19,4	24,8	34,7	+15,3
Liévin	17,9	20,1	29	+11,1
Bully-les-Mines	16,6	19,6	29,1	+12,5
Outreau(*)	14,6	17,7	26,4	+11,8
Bruay-la-Buissière	13,8	16,1	27,4	+13,6
Longuenesse	13,7	18,2	23,8	+10,1
Nœux-les-Mines	13	17,7	27,6	+14,6
Auchel	12,7	16,7	29,3	+16,7
France entière	15	16,9	17,9	+2,9

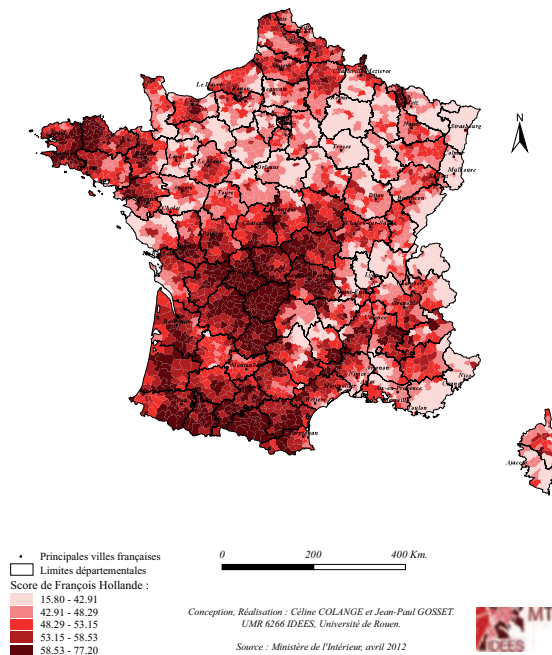
(*) Commune du Pas-de-Calais située hors du bassin minier.

par rapport à 1995. Dans ces endroits, le Front national conteste aujourd'hui l'hégémonie historique de la gauche et y a rayé la droite de la carte. Dans l'ouvrage intitulé *Enquête au cœur du nouveau FN*¹⁴, le sociologue Sylvain Crépon a mené une analyse très pertinente et approfondie des mécanismes conduisant à l'enracinement du vote FN dans ces communes minières.

14. Sylvain Crépon, *Enquête au cœur du nouveau FN*, Nouveau monde Editions, 2012.

CARTE 7

Présidentielles 2012 – Second tour
Vote pour François Hollande
 (en pourcentage des suffrages exprimés)



SECOND TOUR

Si la victoire de François Hollande au soir du second tour est arithmétiquement assez nette avec plus de 1 100 000 voix d'avance, elle l'est aussi géographiquement, le Parti socialiste arrivant en tête dans 61 départements. Majoritaire, la France qui a voté François Hollande n'en est pas moins inégalement répartie sur le territoire. La carte 7 fait en effet très nettement ressortir un vaste bloc de départements couvrant tout le quart sud-ouest du pays où le candidat socialiste s'est largement imposé. Certes, la gauche dispose de points d'appui anciens dans cette région, mais ce grand schlem n'a été rendu possible que par le basculement de certains départements de droite ou de centre-droit comme le Cantal, l'Aveyron ou bien encore les Pyrénées-Atlantiques. Ce grand quart sud-ouest rose se prolonge au nord de la Loire avec la Sarthe, l'Indre-et-Loire, la Loire-Atlantique mais aussi tous les départements bretons et le Calvados.

A cela s'ajoute, plus au nord, la partie industrielle et populaire du pays et, de manière moins compacte et plus isolée, au sud, des départements comme l'Ardèche, l'Isère, les Hautes-Alpes et les Alpes-de-Haute-Provence. Cette carte de la « Hollande » est complétée par cinq départements franciliens sur huit (les Hauts-de-Seine, la Seine-et-Marne et les Yvelines restant fidèles à Nicolas Sarkozy), dont Paris.

François Hollande l'emporte assez largement dans les grandes villes mais est devancé dans le péri-urbain

Le score historique de la gauche à Paris (55,6 %) n'est pas un cas isolé, bien au contraire, car la géographie du vote Hollande se caractérise également par une nette domination dans la plupart des grandes villes, qu'elles soient dirigées par la gauche ou par la droite.

Un net avantage à François Hollande dans les grandes métropoles

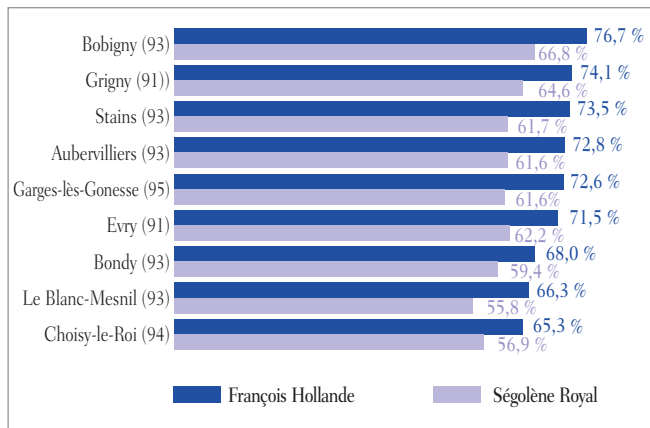
Villes de gauche	Score de F. Hollande	Villes de droite	Score de F. Hollande
Rennes	67,1	Le Havre	58,6
Grenoble	64,3	Bordeaux	57,2
Toulouse	62,5	Strasbourg	54,7
Montpellier	62,4	Marseille	50,9
Lille	62,4		
Nantes	61,5		
Lyon	53		

Si la personnalité et le message porté par le candidat socialiste sont rentrés en résonance avec les attentes et les valeurs d'une bonne partie des habitants des villes-centres des grandes métropoles (il a obtenu 56 % des voix parmi les cadres supérieurs et les professions libérales¹⁵), soulignons que la France des banlieues a également puissamment contribué à cette victoire. En effet, alors que Ségolène Royal avait déjà obtenu de très bons résultats dans ces communes,

15. Sondage Ifop/Fiducial réalisé pour Europe 1, Paris Match et Public Sénat le 6 mai 2012 auprès d'un échantillon national représentatif de 1968 personnes inscrites sur les listes électorales.

François Hollande a encore amplifié ce mouvement, sans doute notamment sous l'effet d'un anti-sarkozysme encore plus virulent qu'il y a cinq ans dans ces villes.

Dans les communes de banlieue, François Hollande améliore encore les scores élevés de Ségolène Royal au second tour

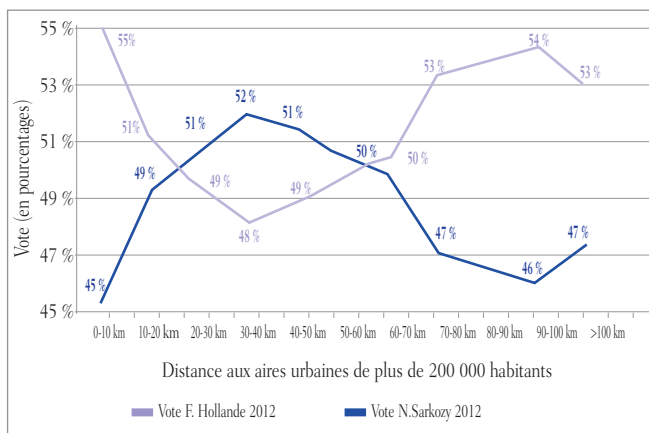


Si François Hollande est donc largement en tête dans les grandes agglomérations et leurs périphéries immédiates, au

second tour (comme au premier) le rapport de force gauche/droite varie également assez sensiblement selon le gradient d'urbanité, comme on peut le voir sur le graphique de la page suivante. Le candidat socialiste devance assez nettement son adversaire (55 % contre 45 %) dans les territoires situés à moins de dix kilomètres du cœur de l'une des vingt plus grandes villes de France. Le résultat est en revanche beaucoup plus serré dès que l'on pénètre dans la strate suivante : François Hollande n'obtient en effet que 51 % des voix des personnes résidant à une distance de dix à vingt kilomètres d'une grande ville. Plus loin, le grand péri-urbain apparaît aujourd'hui comme une véritable terre de mission pour le Parti socialiste. Le candidat de l'UMP y atteint entre 51 et 52 % (dans les espaces situées entre vingt et cinquante kilomètres) contre 49 à 48 % pour son adversaire socialiste, en retrait de pas moins de six à sept points par rapport au score qu'il enregistre dans le cœur des grandes agglomérations. Le vote dans les zones rurales plus éloignées (plus de soixante-dix kilomètres des grandes villes), qui englobent des campagnes de droite mais aussi bon nombre de terroirs de gauche (Landes, Lot-et-Garonne,

Corrèze, Lot, Nièvre...), redonne une avance plus nette à François Hollande qui obtient entre 53 et 54 %.

Résultats comparés de François Hollande et Nicolas Sarkozy au second tour selon la distance aux grandes agglomérations

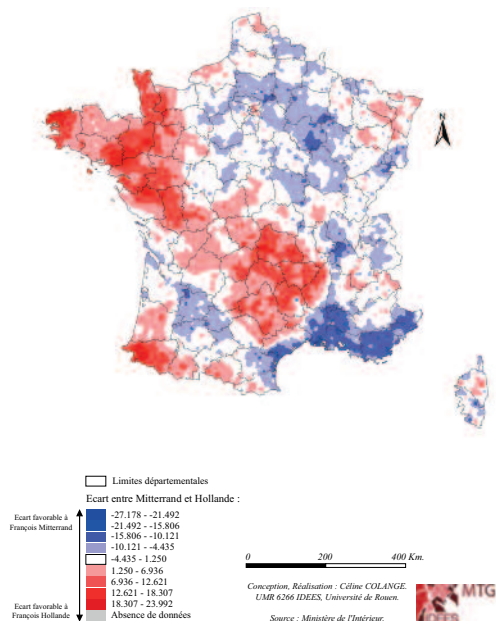


Une géographie du clivage gauche/droite qui a beaucoup évolué depuis 1981

Le fait que François Hollande ait remporté l'élection présidentielle en obtenant quasiment le même résultat que François Mitterrand en 1981 (51,6 % contre 51,8 % à l'époque) a alimenté les commentaires sur la permanence immuable du rapport de force gauche/droite en France. Pour autant, à y regarder de plus près, on constate derrière cette stabilité en surface de profonds bouleversements. Dans plusieurs régions, des évolutions spectaculaires se sont produites, certaines au profit de la droite et d'autres à l'avantage de la gauche, ces mouvements débouchant sur une reconfiguration assez marquée du paysage politique français. La carte 8 comparant le vote Hollande au vote Mitterrand à 31 ans d'écart est de ce point de vue très parlante. Elle fait en effet apparaître un double mouvement : une progression très sensible de la gauche dans l'ouest de la France et inversement une érosion importante de ses positions dans l'est et le sud-est.

CARTE 8

Présidentielles 2012 – Second tour
Ecart entre le vote Mitterrand en 1981
et le vote Hollande en 2012
 (en pourcentage des suffrages exprimés)



Si la poussée de la gauche dans l'ouest concerne la majeure partie de la Basse-Normandie, des Pays de la Loire, de la Bretagne, de Poitou-Charentes et des Pyrénées-Atlantiques, elle est particulièrement forte (progression de sept points au moins) dans la dorsale de l'Ouest intérieur (bocage de la Manche, Ille-et-Vilaine, ouest de la Mayenne, campagnes de la Loire-Atlantique et de l'est du Morbihan, Choletais, bocage vendéen), dans la majeure partie du Finistère, des Deux-Sèvres et des Pyrénées-Atlantiques. Dans tous ces territoires très ruraux et historiquement très catholiques, l'urbanisation, le recul de l'agriculture et de la pratique religieuse ont permis une progression de la gauche depuis le début des années 1980. Si la religion a perdu du terrain dans ces régions, la culture catholique continue d'imprégner indirectement les mentalités locales, plutôt en phase avec des discours politiques modérés et pro-européens. C'est dans ce contexte qu'un Parti socialiste au discours recentré par rapport à la fin des années 1970 et au début des années 1980 (abandon de la référence au marxisme et à la lutte des classes, fin de la guerre scolaire, etc.) a su accroître très sensiblement son audience quand le discours

sarkozyste, beaucoup plus dur que celui que tenait la droite à l'époque sur des sujets comme la construction européenne, l'immigration ou la sécurité, semble désormais beaucoup moins en phase dans ces territoires. On retrouve ce même mouvement en faveur de la gauche (où se mêlent évolution socio-culturelle de long terme et choix idéologiques plus récents) dans d'autres régions rurales marquées par la même matrice catholique. On pourra citer le Cantal, la Haute-Loire et une partie de l'Aveyron et de la Lozère dans le sud du Massif central et, de manière un peu moins marquée, le Pays de Caux, les Flandres ou bien encore la Moselle.

Mais la comparaison avec 1981 n'est pas qu'à l'avantage de la gauche. Si François Hollande est parvenu à améliorer significativement le score de son prédécesseur socialiste dans la France de l'ouest, il enregistre des reculs spectaculaires notamment dans les départements méditerranéens.

**1981-2012 : Comparaison des résultats de la gauche
au second tour de l'élection présidentielle dans certains
départements**

Département	Score F. Mitterrand 2 nd tour 1981	Score F. Hollande 2 nd tour 2012	Evolution
Var	48,4	37,4	-11
Vaucluse	54,2	43,6	-10,6
Alpes-Maritimes	45,6	35,8	-9,8
Bouches-du-Rhône	56,1	47,2	-8,9
Gard	57,5	48,8	-8,7
Pyrénées-Orientales	56,3	50,6	-5,7
Loire-Atlantique	49,9	56,4	+6,5
Mayenne	39,9	46,7	+6,8
Maine-et-Loire	42,4	48,9	+7,5
Pyrénées-Atlantiques	49,6	57,2	+7,6
Manche	40,9	49,9	+9
Deux-Sèvres	47,6	57,3	+9,7
Finistère	49,1	58,9	+9,8
Ille-et-Vilaine	45,8	55,7	+9,9

Depuis au moins quinze ans, on a pris l'habitude de présenter les départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur comme des fiefs de la droite. Or le tableau prédédent nous rappelle qu'en 1981, François Mitterrand l'avait largement emporté dans les Bouches-du-Rhône et dans le Vaucluse et qu'il n'avait été devancé que de peu dans le Var et un peu plus largement dans les Alpes-Maritimes. Trente ans plus tard, la situation a radicalement changé et c'est désormais la droite qui règne sans partage, la gauche y ayant perdu en moyenne entre neuf et onze points selon les départements. Si le rapport de forces est plus équilibré en Languedoc-Roussillon, François Hollande est néanmoins très en deçà des scores qu'obtenait François Mitterrand dans le Midi rouge. Sur ce littoral méditerranéen, les évolutions socio-démographiques (déclin de la petite paysannerie et de la classe ouvrière locale, tertiarisation touristique et afflux de retraités) associées à la présence d'une immigration et d'une délinquance importantes sont venues progressivement saper les bases électorales de la gauche, qui y est aujourd'hui minoritaire.

Ce recul de la gauche s'observe de manière plus estompée et selon des modalités un peu différentes dans la vallée de la Garonne mais aussi dans nombre de bassins industriels de la France de l'Est (bassin de Sochaux-Montbéliard, l'Est lyonnais, bassin de Saint-Dizier et de Vitry-le-François, Lorraine métallurgique, Valenciennois, etc.). Le déclin, voire la disparition, de pans entiers de l'activité industrielle a modifié la sociologie et les comportements politiques de ces régions. Cela a été le cas dans des départements comme la Seine-et-Marne, la Marne, l'Aube, l'Oise ou bien encore la Haute-Marne. Dans ces deux derniers départements, François Hollande est minoritaire et en retrait de 7,3 et 6,4 points par rapport à François Mitterrand qui était en tête en 1981.

***Un clivage de plus en plus marqué entre régions
« ouvertes » et régions « fermées »***

Lorsque l'on prend un peu de recul, il est frappant de constater que cette cartographie de l'évolution du rapport de force gauche/droite au cours des trente dernières

années ressemble très fortement à la carte du vote Front national. Mais attention au raccourci : ce n'est pas le FN qui a modifié la géographie du vote de gauche et du vote de droite. C'est plutôt les bouleversements sociologiques, dont nous avons parlé, et la montée en puissance, particulièrement brutale, de certaines thématiques (immigration, insécurité, mondialisation, désindustrialisation) dans une partie du pays (la France du sud et de l'est pour faire simple, quand la France de l'ouest était épargnée par ce mouvement et connaissait des évolutions de fond favorables à la gauche) qui ont eu comme double conséquence l'émergence du FN dans ces territoires et une modification du rapport de force gauche/droite dans de nombreuses régions.

Plus globalement, cette nouvelle géographie renvoie à un clivage de plus en plus structurant entre ce que l'on pourrait appeler des régions « ouvertes » et des régions « fermées », pour reprendre la terminologie de Pascal Perrineau. Pour étayer ce jugement, nous avons retravaillé les données du Baromètre politique français réalisé sur la

période 2006/2007¹⁶ pour élaborer une typologie des régions. Ce baromètre, hormis la taille importante de l'échantillon qui permet une analyse par « région Insee » (ce qui n'est pas possible dans les sondages classiques aux échantillons trop restreints), comportait un questionnaire particulièrement étoffé. Parmi les questions posées dans le tronc commun du questionnaire à chacune des quatre vagues, figuraient des questions formulées sous forme d'échelle d'approbation à différentes opinions. Nous avons décidé d'en retenir trois qui constituent pour chacune d'entre elles un indicateur rentrant dans la définition de ce que Pascal Perrineau appelle le clivage « société ouverte *versus* société fermée ». La dimension autoritaire est synthétisée par l'échelle d'approbation sur l'item « Il faut rétablir la peine de mort », celle sur le niveau de xénophobie et d'acceptation de l'étranger par l'item « Il y a trop d'immigrés en France », quant à l'item « Les chômeurs pourraient trouver un travail s'ils le voulaient vraiment », il nous a servi à appréhender, de manière certes un peu

16. Sondage cité.

synthétique, l'adhésion aux discours sur les méfaits d'un système de protection sociale trop généreux qui générerait trop d'assistanat.¹⁷ Comme l'indique le tableau ci-contre, il existe sur nos trois dimensions des différences parfois assez marquées selon les territoires. Ainsi, pour une moyenne nationale de 54 % de Français adhérant à l'idée qu'« Il y a trop d'immigrés en France », l'amplitude était de seize points entre l'Ile-de-France (46 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (62 %). Relevons au passage que si la forte adhésion à cette opinion est parfois corrélée avec la présence effective d'une importante population étrangère au niveau local (Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Nord-Pas-de-Calais), elle peut aussi émaner de régions où le nombre d'immigrés est faible (Poitou-Charentes, où l'on adhère à 59 % à cette opinion) tandis qu'inversement on l'a vu, l'Ile-de-France est très en retrait sur cette thématique alors même que la présence étrangère y est l'une des plus fortes de France.

17. Si ces données datent de 2006/2007, les grandes logiques à l'œuvre et les clivages structurant les opinions sur ces sujets n'ont guère évolué, le niveau de tolérance s'étant néanmoins globalement érodé de manière homogène sur ces trois indicateurs au cours des dernières années.

Le niveau d'adhésion à différentes opinions selon les régions

Régions	« Il y a trop d'immigrés en France »	Classe	« Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment »	Classe	« Il faut rétablir la peine de mort »	Classe
Ile-de-France	46 %	1	56 %	2	29 %	1
Midi-Pyrénées	47 %	1	57 %	2	32 %	1
Bretagne	50 %	1	58 %	2	30 %	1
Limousin	50 %	1	53 %	1	40 %	3
Haute-Normandie	52 %	2	50 %	1	40 %	3
Basse-Normandie	52 %	2	63 %	3	39 %	3
Rhône-Alpes	52 %	2	63 %	3	35 %	2
Auvergne	52 %	2	54 %	1	41 %	3
Aquitaine	53 %	2	55 %	2	36 %	2
Franche-Comté	54 %	3	60 %	3	37 %	2
Pays de la Loire	54 %	3	61 %	3	36 %	2
Centre	55 %	3	59 %	2	40 %	3
Alsace	55 %	3	64 %	4	38 %	2
Picardie	57 %	3	59 %	2	49 %	4
Bourgogne	57 %	3	60 %	3	43 %	3
Lorraine	57 %	3	66 %	4	48 %	4
Champagne-Ardenne	58 %	4	58 %	2	47 %	4
Poitou-Charentes	59 %	4	63 %	3	40 %	3
Languedoc-Roussillon	59 %	4	61 %	3	42 %	3
Nord-Pas-de-Calais	60 %	4	61 %	3	51 %	4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	62 %	4	66 %	4	43 %	3
Moyenne nationale	54 %		59 %		38 %	

L'amplitude des réponses au niveau régional était également de seize points en ce qui concerne l'adhésion à l'item « Les chômeurs pourraient trouver un travail s'ils le voulaient vraiment » avec un maximum observé en Lorraine (66 %) et un minimum en Haute-Normandie (50 %), deux régions qui, pourtant, présentent quelques traits communs : fort taux de chômage, problèmes de reconversion industrielle, caractéristiques qui ne sont pas sans rapport avec l'item testé. L'Alsace (64 %), voisine de la Lorraine, tout comme Provence-Alpes-Côte d'Azur (66 %), se distinguent également par une très forte dénonciation d'une forme d'assistanat alors que le Limousin (53 %) semble nettement plus clément.

Enfin, l'écart de réponse est plus impressionnant encore en ce qui concerne la question sensible du rétablissement de la peine de mort, puisqu'il atteint 22 points entre l'Ile-de-France (29 %) et le Nord-Pas-de-Calais (51 %). Le différentiel sur cette thématique n'oppose pas que ces régions « caricaturales » : il s'établit ainsi à 19 points entre la Bretagne (30 %) et la Picardie (49 % contre 38 % pour la

moyenne nationale) et atteint encore 15 points entre Champagne-Ardenne (47 %) et Midi-Pyrénées (32 %).

Bien entendu, ces écarts renvoient pour partie à la composition sociodémographique des populations concernées mais l'explication ne saurait pas être uniquement sociologique. Si les ouvriers constituent par exemple le groupe social le plus favorable au rétablissement de la peine de mort et les cadres le plus réfractaire, l'écart observé sur cette question entre l'Ile-de-France, où les cadres sont très nombreux, et le Nord-Pas-de-Calais, région à forte proportion d'ouvriers, ne peut pas tenir uniquement au différentiel de poids de ces deux catégories dans les populations régionales. En effet, aucune région n'est jamais homogène sociologiquement et il faudrait, si le seul facteur sociologique rentrait en ligne de compte, un écart très important entre les poids des différentes catégories socio-professionnelles pour créer de tels différentiels de réponses d'une région à l'autre. Pour étayer ce jugement et mettre en valeur le rôle de la composante géographique dans la formation des différentes opinions, nous avons

comparé les réponses des ouvriers et des cadres de ces deux régions sur la question du rétablissement de la peine de mort (analyse rendue une fois encore possible par la réalisation du cumul des quatre gros échantillons de 5 000 individus chacun).

**L'adhésion au rétablissement de la peine de mort parmi les
ouvriers et les cadres**

	Moyenne nationale	Ile-de-France	Nord-Pas- de-Calais	Différentiel entre les deux régions
Ouvriers	49 %	38 %	61 %	+23
Cadres	21 %	17 %	20 %	+3

Ces résultats montrent bien, une fois l'« effet classe sociale » neutralisé, que des diversités d'opinion existent bel et bien selon le lieu dans lequel on réside et on vit. C'est manifeste pour les ouvriers mais moins vrai sur les cadres, population plus mobile et moins « enracinée » et sur laquelle le contexte local a moins d'influence.

Sur la base de nos trois indicateurs, nous avons ensuite construit un indice synthétique du niveau d'adhésion des différentes populations régionales au concept de « société fermée » et de « société ouverte ». Pour ce faire, nous avons tout d'abord opéré un classement des régions en quatre groupes sur chacun de nos trois indicateurs. Chaque région s'est donc vue attribuer une note sur les trois dimensions abordées, la note 1 indiquant un fort degré d'ouverture et la note 4, au contraire, une forte propension à la fermeture et aux solutions autoritaires, les notes 2 et 3 servant à qualifier les positionnements intermédiaires. Une fois ce travail effectué, nous avons ensuite additionné pour chaque région les trois notes obtenues sur les trois dimensions testées, ce total constituant notre « indice de fermeture » comme le montre le tableau suivant.

**Le calcul de l'« indice de fermeture »
dans les différentes régions**

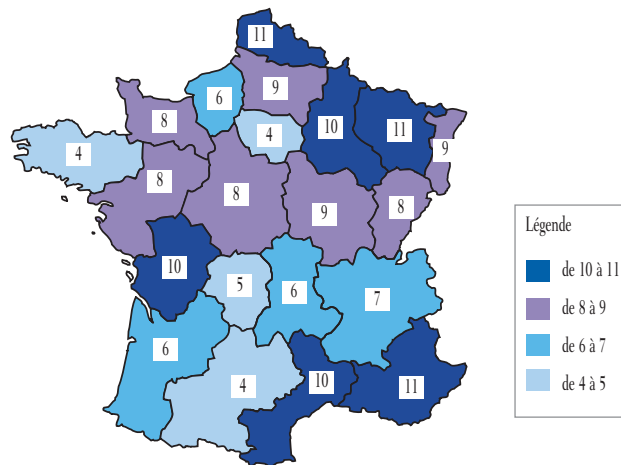
Régions	Note sur l'item « Il y a trop d'immigrés en France »	Note sur l'item « Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment »	Note sur l'item « Il faut rétablir la peine de mort »	« Indice de fermeture »
Ile-de-France	1	2	1	4
Bretagne	1	2	1	4
Midi-Pyrénées	1	2	1	4
Limousin	1	1	3	5
Aquitaine	2	2	2	6
Haute-Normandie	2	1	3	6
Auvergne	2	1	3	6
Rhône-Alpes	2	3	2	7
Franche-Comté	3	3	2	8
Pays de la Loire	3	3	2	8
Centre	3	2	3	8
Basse-Normandie	2	3	3	8
Alsace	3	4	2	9
Bourgogne	3	3	3	9
Picardie	3	2	4	9
Poitou-Charentes	4	3	3	10
Languedoc-Roussillon	4	3	3	10
Champagne-Ardenne	4	2	4	10
Provence-Alpes- Côte d'Azur	4	4	3	11
Nord-Pas-de-Calais	4	3	4	11
Lorraine	3	4	4	11

On s'aperçoit là encore, alors même que les trois dimensions agrégées dans notre modèle étaient, à première vue, assez indépendantes les unes des autres, ce qui devait plutôt conduire vers un lissage des écarts régionaux lors de l'agrégation des trois notes et du calcul de l'indice global, que les différences entre les territoires sont des plus marquées. En effet, pour un « indice de fermeture » fluctuant par construction entre trois (soit trois fois la note 1) et douze (trois fois la note 4), on relève des indices de onze pour le Nord-Pas-de-Calais, la Lorraine ou Provence-Alpes-Côte d'Azur, de dix pour le Languedoc-Roussillon ou Champagne-Ardenne contre un indice deux fois moins important (cinq) dans le Limousin et encore plus faible en Ile-de-France, Midi-Pyrénées et Bretagne qui, avec un « indice de fermeture » de quatre (soit quasiment le minimum théorique), font figure de régions les plus « ouvertes » du pays.

Si l'on établit maintenant une cartographie du niveau d'adhésion des opinions publiques régionales aux visions ouvertes ou fermées de la société et du monde, on constate

qu'elle correspond assez nettement à la carte du vote FN, telle qu'elle s'est dessinée au soir du premier tour mais telle qu'elle renvoie également, pour partie, à la carte de l'évolution du rapport de force gauche/droite depuis 1981.

L'indice de fermeture des différentes régions



Cette correspondance avec la carte du vote FN prouve que l'adhésion à une représentation fermée de la société (caractérisée principalement par l'autoritarisme, la dénonciation exacerbée de l'assistanat et des excès de l'Etat-providence et le refus de la présence étrangère) constitue la matrice du vote FN. En effet, quasiment toutes les régions situées à l'est de la fameuse ligne Le Havre/Valence/Perpignan, frontière intérieure invisible qui délimite la zone de haute influence du parti de Marine Le Pen, sont caractérisées par les indices de fermeture les plus élevés. Inversement, les terres de mission du Front national comme l'Ile-de-France, la Bretagne, l'Auvergne, l'Aquitaine, Midi-Pyrénées ou le Limousin sont, on l'a vu, les régions adhérant le plus à une vision relativement ouverte et tolérante de la société sur nos trois dimensions testées. La correspondance fonctionne également de manière assez satisfaisante dans la mesure où des régions situées en bordure de cette « ligne de front », et qui ont vu le vote FN progresser en 2012 comme par un effet de contagion ou de capillarité, affichent un indice de fermeture se situant au-dessus de la moyenne sans pour autant atteindre des sommets : indice

de huit pour la Basse-Normandie, la région Centre ou Pays de la Loire.

Ce modèle explique également quelques « anomalies » apparues lors du premier tour de l'élection présidentielle. Ainsi Rhône-Alpes, où l'influence électorale du Front national est enracinée depuis longtemps à un haut niveau, se caractérise néanmoins par un indice de fermeture relativement moyen (sept), or le vote Marine Le Pen y a marqué le pas.¹⁸ A l'inverse, Poitou-Charentes, jusqu'à présent peu concerné par le vote frontiste, se distingue par un indice de fermeture élevé, puisqu'il atteint dix. Cette situation n'est pas due à un score élevé sur une seule dimension mais bien à trois hauts niveaux d'adhésion sur les trois items proposés. Or au premier tour de l'élection présidentielle, comme déjà lors des élections cantonales de 2011, les résultats du vote FN ont progressé significativement dans cette région...

18. L'hétérogénéité de cette région parmi les plus étendues de France explique sans doute en partie ce phénomène. En effet, on s'aperçoit, quand on y analyse le vote FN, que les niveaux sont très disparates entre d'une part des zones de force (Loire, Savoie, Drôme et une partie de la banlieue lyonnaise) et d'autre part des zones de plus faible audience (Ardèche, Haute-Loire et Lyon par exemple).

On le voit, notre pays se trouve donc travaillé par de lourdes mutations qui produisent des effets électoraux différents selon les territoires. La crise dans laquelle nous sommes durablement entrés et la mondialisation conduisent à des fractures de plus en plus profondes entre les différentes régions. Parmi les nombreux défis qui l'attendent désormais, le nouveau président devra tenir compte de cette nouvelle géographie sociale et politique. Il devra chercher à s'adresser à la fois à cette France « ouverte » de l'ouest et des grandes villes mais aussi à cette autre France « fermée » de l'est, du sud-est et du grand péri-urbain qui a majoritairement voté pour un Nicolas Sarkozy ayant mis les notions de frontière, d'autorité et de protection au cœur de son discours.

COLLECTION DIRIGEE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-048-9

© EDITIONS FONDATION JEAN-JAURES

12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS

[www. jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

Réalisation : REFLETSGRAPHICS
Imprimé en France par MEDIA'GLOBAL.COM

MAI 2012

Jérôme Fourquet

Le sens des cartes

Analyse sur la géographie des votes à la présidentielle

6 mai 2012 : François Hollande remporte l'élection présidentielle. Une victoire socialiste, certes, mais qui s'accompagne d'une poussée du Front national et de l'émergence du Front de gauche et marque un nouvel état du clivage gauche-droite.

Décryptant au plus près la géographie électorale de cette élection, qu'il met en perspective avec les précédentes, livrant une analyse fine des dynamiques territoriales, Jérôme Fourquet donne des clés de compréhension d'un scrutin historique.

www.jean-jaures.org



9 782362 440489

ISBN : 978-2-36244-048-9

6 €